

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 250
5 octobre 1987

PHILIPPINES
Assassinat
d'un militant

NICARAGUA
Interview de
Tomas BORGE

HAITI
Une économie
en chute libre



MEXIQUE
Un parti
en construction

12FF-85FB-4FS



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christlan Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 250 5 octobre 1987

- 3 NICARAGUA
"Le peuple ne reprendra pas le chemin du passé"
Interview de Tomas Borge
- 7 AMERIQUE CENTRALE
Reagan et le Nicaragua
Roberto BARDINI
- 9 HAITI
Une économie en chute libre
Filip MARTENS
- 12 *"Nous sommes sujets de notre histoire"*
Interview de Jean-Bertrand ARISTIDE
Haiti en marche
- 14 Massacre à Jean-Rabel
Filip MARTENS
- 15 PHILIPPINES
Assassinat d'un militant
Paul PETITJEAN
- Message du Secrétariat Unifié
- 16 Déclaration de Bayan
- 17 MEXIQUE
"Un parti en construction"
Parti Révolutionnaire des Travailleurs
- 21 LIVRES
Comprendre le monde pour le transformer
Ernest MANDEL

**EN
BREF...**



- 22 PEROU : Septième congrès de la CCP
GRANDE-BRETAGNE : Nouvelles mobilisations des mineurs. VATICAN : L'Inquisition à l'heure informatique. LES NOTRES : Sun Liangsi (1912-1987) ; Cristos Anastasiadis (1910-1987). ETATS-UNIS : Un manifestant grièvement blessé.



Le prochain numéro d'Inprecor sera consacré à l'URSS de Gorbatchev. Trois thèmes seront traités :

- Les rapports entre réforme économique et démocratisation de la société.
- L'histoire et la mémoire ; débat autour de la réhabilitation des victimes des procès et purges staliniennes.
- L'apparition des "clubs" et "comités".



ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF. Pli fermé : France : 375 FF.
Tous les autres pays
(par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à Inprecor.

"Le peuple ne reprendra pas le chemin du passé"

Interview de Tomas Borge

LE COMMANDANT
Tomas Borge, ministre de l'Intérieur, est membre de la Direction nationale du Front sandiniste de libération nationale. Il est le seul survivant de l'équipe de militants qui, autour de Carlos Fonseca, fondèrent le FSLN en 1961. Eric Toussaint a rencontré à Managua le Commandant Borge qui a bien voulu accorder cette interview pour *Inprecor*.

■ **INPRECOR :** *Pensez-vous qu'il existe de réelles perspectives de paix en Amérique centrale après la signature de l'accord au Guatemala ?*

- **Tomas BERGE :** Le Nicaragua est un pays qui est extrêmement intéressé à la réalisation de la paix tant pour des raisons de principe qu'à cause des nécessités conjoncturelles. Nous voulons la paix pour des raisons de principe parce que nous avons fait la révolution pour conquérir une paix durable. Nous sommes partisans de la paix par nécessité : nous ne pouvons pas continuer à vivre dans une situation de guerre permanente.

Réellement, pour nous, la guerre, c'est comme l'absence d'oxygène et s'il est vrai que les réserves morales et politiques d'un peuple en révolution sont inépuisables, il est également vrai qu'un certain sentiment d'anxiété a fait son apparition au sein du peuple, sur cette question de la paix.

Jusqu'à maintenant, la fatigue n'a pas encore gagné la population. Un peuple en révolution, même si son dynamisme semble épuisé, trouve de nouvelles sources d'énergie. Je crois être l'interprète de la volonté du peuple nicaraguayen quand je dis qu'il est favorable à la paix d'autant qu'il a déjà sacrifié une grande partie de son sang dans la lutte ces dernières années.

Le plus grand fleuve, et le plus impétueux du Nicaragua, n'est ni le Rio Coco ni le Rio Matagalpa, mais le fleuve de notre sang.



■ **En juin, le président Daniel Ortega a déclaré qu'il ne négocierait pas à l'étranger, sur les questions de politique intérieure. N'est-ce pourtant pas ce qu'il vient de faire au Guatemala ?**

- Ce document ne porte pas sur la politique intérieure. Il décrit notre point de vue sur la démocratie et ce point ne nous pose pas de problèmes parce qu'il y est dit "les gouvernements s'engagent à impulser un authentique processus démocratique pluraliste et participatif qui implique la promotion de la justice sociale, le respect des droits de l'Homme, la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale des Etats et le droit de toutes les nations à déterminer librement et sans ingérence extérieure d'aucune sorte, leur modèle économique, politique et social". (Accord d'Esquipulas ; point 3 voir page 6)

Nous n'avons rien à ajouter à ce texte. Il nous est plus facile de signer ce texte que n'importe quel autre gouvernement d'Amérique centrale. Daniel Ortega n'est donc pas en contradiction avec ce qu'il a déclaré en juin.

■ **Malgré les accords de paix, il est vraisemblable que les Etats-Unis ne retireront pas leur appui à la Contra et, il paraît donc difficile de prévoir un cessez-le feu. Dans ce cas, que fera le Nicaragua ?**

- Je crois en effet que les Etats-Unis ont, en pratique, le droit de veto sur les accords du Guatemala. La volonté de Reagan est de poursuivre son agression contre notre pays et de bloquer le processus de paix en Amérique centrale. Toutefois, une série de facteurs importants rend difficile la réalisation de son projet.

Les Etats-Unis avaient décidé d'intervenir directement au Nicaragua. Mais il y a eu le scandale de "l'Iranganate", la chute de l'avion de Hasenfuss (1) et d'autres éléments qui ont empêché cette intervention.

De la même manière, je pense que va apparaître une série de facteurs obligeant le gouvernement des Etats-Unis à accepter la réalité des accords du Guatemala. La volonté du gouvernement nord-américain est de liquider le processus révolutionnaire nicaraguayen. Or, il n'a pas réussi à le faire. Que cette volonté soit implicite, montre l'étendue des difficultés qu'il rencontre pour empêcher la réalisation des accords de paix du Guatemala.

Et si Reagan est intervenu avec son propre plan de paix quelques jours avant la rencontre des cinq présidents d'Amérique centrale, cela prouve qu'il était dans une situation difficile qui l'obligeait à céder du terrain dans une certaine mesure. Même si la manière dont le plan est formulé est inacceptable pour nous, nous serions disposés à entamer une discussion. En effet, ce plan reflète un certain assouplissement de la part de Reagan. De plus, on peut penser que Reagan va rencontrer certaines difficultés à faire marche arrière.

■ **Pensez-vous que cet accord de paix soit une victoire pour le Nicaragua ?**

- Je pense que c'est une victoire pour tous les pays d'Amérique centrale et plus particulièrement pour notre pays, qui est sans doute le plus intéressé à ces accords et ce n'est pas étonnant que nous ayons déjà commencé à le mettre en pratique.

Nous, nous tenons compte du fait que nous sommes confrontés au danger réel d'une invasion de la part des Etats-Unis. La signature de cet accord de paix crée des difficultés à Reagan pour obtenir l'aval du Congrès pour une nouvelle subvention aux contras. Le refus de ces nouveaux subsides serait la meilleure contribution des parle-

1) Le 5 octobre 1986, un avion affrété par la CIA et transportant quatre passagers et des armes pour la Contra, était abattu par les Sandinistes au-dessus du Nicaragua. Seul rescapé, Eugène Hasenfuss fut condamné à 30 ans de prison par les tribunaux nicaraguayens, puis gracié à Noël 1986 par Daniel Ortega.

mentaires nord-américains à la réalisation des accords de paix du Guatemala. De cette manière également, ils ouvriraient une porte de sortie honorable à l'administration Reagan.

Par ailleurs, le fait que les Etats-Unis viennent d'accepter de dialoguer, même si c'est sur des bases de départ inacceptables pour nous, constitue un pas en avant.

Après de longues discussions internes, la direction sandiniste a décidé d'accepter d'entamer un dialogue, sur la base de la

proposition américaine, tout en sachant bien que les Etats-Unis vont défendre un point de vue tout-à-fait contraire à nos intérêts. Il faut savoir que dans toute négociation, les partenaires commencent par adopter la position la plus intransigeante. On ne peut imaginer par exemple, que les Etats-Unis vont nous dire : "Messieurs les Nicaraguayens, nous reconnaissons votre existence. Nous allons supprimer notre aide aux contras. Nous sommes d'accord pour dire que vous êtes un gouvernement légitime. Nous soutenons l'autonomie de la Côte Atlantique. Nous croyons que vous respectez les droits de l'Homme". Evidemment, ce ne serait pas une négociation, c'est une totale utopie.

Indépendamment d'une négociation, le point de vue de l'administration Reagan sera toujours en contradiction avec le nôtre. Et pourtant, nous devons trouver un moyen de coexister. Nous tenons compte des intérêts des Etats-Unis même s'ils les voient de manière complètement déformée par rapport à la réalité. Eux, ils craignent que ne s'installent des bases soviétiques au Nicaragua. Bien, c'est un point concret sur lequel on peut être en accord. Nous pouvons nous engager sur ce point. Pourtant, ils se sentent, eux, parfaitement libres d'installer des bases américaines partout où cela les intéresse, de disposer de troupes partout dans le monde. Mais, il leur est totalement intolérable que d'autres pays disposent de troupes à l'étranger. Eh bien ! nous sommes réalistes. Nous tenons compte du fait que l'impérialisme nord-

américain existe et que nous pourrions arriver à un accord qui mette fin à certaines des inquiétudes des Etats-Unis.

Mais ce que nous ne pouvons pas négocier, c'est notre souveraineté nationale et l'existence de la révolution. Or, celles-ci sont justement mises en cause par les Etats-Unis. Maintenant, ils sont terriblement inquiets parce que le Golfe Persique est partiellement miné. Or, ils ont eux-mêmes miné le port de Corinto, "sous notre nez" ! Ça, c'est leur manière d'être !

faite militaire aux forces armées de la révolution et de prendre le pouvoir. Ils ont renoncé à cet objectif et s'en sont fixé un autre : créer les conditions idéales pour une intervention militaire nord-américaine.

Avant d'adopter ce nouvel objectif stratégique, ils ont tenté de conquérir une partie du territoire nicaraguayen pour y installer un gouvernement, d'occuper une ville sans succès, de stabiliser une zone

contra pour constituer une place stratégique. Ils n'ont pas réussi, notamment parce que leur zone d'influence est le nord, à proximité du Honduras. C'est le véritable théâtre de la guerre, indépendamment du fait qu'ils aient pu pénétrer aussi loin à l'intérieur de notre pays. Comprendre la stratégie de l'ennemi a été très important pour nous afin d'établir nos propres priorités.

Comme la Contra n'a pas réussi à stabiliser de grandes unités militaires compactes, comme elle n'a pas réussi à disposer d'effectifs militaires suffisants pour constituer ces grandes unités et comme notre puissance de feu était supérieure ; la Contra a décidé de disperser ses forces de manière conjoncturelle, tactique et non stratégique. Je crois que dans une certaine mesure, ils ont réussi cette dispersion tactique de leurs forces.

Cela se concrétise par une multiplication de petites actions armées ces derniers temps, qui reflètent une faiblesse stratégique. Jusqu'à présent, cette faiblesse stratégique n'est pas définitive et notre réponse immédiate consiste à transformer leur dispersion tactique en une dispersion stratégique. Il s'agit donc de les empêcher de contrôler de manière centrale leurs forces dispersées. A partir de notre offensive militaire et des nouvelles dispositions tactiques de notre armée, de nos services de renseignement et des autres forces du ministère de l'Intérieur, nous avons réussi à faire subir des pertes humaines impressionnantes à la Contra. Pour un des nôtres qui tombe, il y a en moyenne 3 à 4 contras mis hors d'état de nuire.

Notre capacité à reconstituer nos forces



"Nous avons fait la révolution pour conquérir une paix durable" (DR)

C'est l'injustice avec laquelle ils traitent le reste du monde et pas seulement les pays pauvres.

■ Quelle est la situation des forces de la Contra ?

- Pour déterminer la puissance d'une armée, il faut prendre en compte l'état de son moral au combat, et pas seulement son armement. Par exemple, peu de temps avant le triomphe de la révolution, la Garde nationale de Somoza était intacte tant du point de vue de l'armement que des effectifs. Mais une série d'éléments politico-militaires ont entraîné sa défaite. A ce niveau, le moral de nos forces armées est excellent, on ne peut pas en dire autant des contras. Ceux-ci s'étaient fixé comme perspective stratégique d'infliger une dé-

est beaucoup plus grande que celle de la Contra. Leurs forces militaires entraînées ont plus ou moins baissé de 50% ces deux dernières années. Néanmoins, il faut dire qu'ils ont pu récupérer une partie de leurs forces, ce qui veut dire qu'ils ont recruté. Ils recrutent fondamentalement des paysans arriérés, de manière forcée en les capturant, ou de manière volontaire, avec la propagande habituelle et en utilisant d'importantes ressources financières.

Mais si l'on se rappelle qu'avant leur dernière offensive, ils avaient fait entraîner une partie importante de leurs forces au Honduras et aux Etats-Unis (entraînement qui comprenait une préparation à la lutte anti-aérienne à l'aide d'armes très sophistiquées comme les "red eyes" et une préparation à l'utilisation d'importants moyens de communication et de déchiffrement des messages de notre armée), on peut comprendre que les pertes importantes que nous leur avons infligées, ont particulièrement affecté ces troupes les mieux préparées militairement. Dès lors, les nouvelles forces qu'ils ont intégrées sont composées pour une plus grande proportion d'enfants de 12, 13 ans et de femmes, et sont militairement beaucoup moins efficaces.

Donc, leurs forces les mieux entraînées ont considérablement diminué. Cela reflète une détérioration fort importante que la signature du plan de paix du Guatemala va encore accentuer. Leur affaiblissement se manifeste déjà dans la mesure où des membres de leurs forces ont exprimé leur satisfaction face au plan de paix et ont déclaré vouloir rentrer dans leur foyer.

Et nous, nous avons démontré notre sérieux dans l'accueil d'hommes et de femmes qui rompent avec la Contra. Nous les accueillons de manière humanitaire et nous leur fournissons un poste de travail ou une autre forme de réinsertion dans la vie sociale et civile.

■ *Croyez-vous que l'opposition de droite pourrait remporter les élections ?*

- C'est une possibilité qui peut exister et la constitution légitime une victoire électorale qui ne serait pas celle du Front sandiniste. Mais je pense qu'il est difficile d'imaginer que le peuple nicaraguayen tournerait le dos à l'histoire. Cela n'est jamais arrivé. Pour inciter chacun à plus de réalisme, je dirais qu'il est virtuellement impossible que le peuple décide de reprendre le chemin du passé. Mais, si cela devait se réaliser, nous devrions céder le pouvoir et je cesserais de croire en l'être humain.

■ *L'opposition de droite déclare que pour appliquer les accords de paix, il faut lever l'état d'urgence, permettre la réouverture de la Prensa et de Radio Catolica (2). Qu'en pensez-vous ?*

- Je suis en train de lire l'accord signé

au Guatemala et celui-ci dit exactement le contraire. Cet accord implique une simultanéité entre la fin de la guerre et la levée de l'état d'urgence. Alors qu'on nous menace d'un pistolet, il serait fou de nous défaire de celui que nous avons en main. Je crois que la négociation peut conduire à la suspension de l'état d'urgence.

De notre côté, nous avançons très vite dans l'exécution du plan de paix. Nous mettons en place la Commission nationale de réconciliation.

Mais tant qu'on ne parviendra pas à un accord global et simultané en Amérique centrale, rien ne nous oblige à suspendre l'état d'urgence. Avant cet accord, nous pouvons décider de suspendre l'état d'urgence si nous estimons que les conditions sont réunies. L'état d'urgence n'est pas une fin en soi. C'est une situation transitoire destinée à faire face à une situation de guerre. Maintenant, dans les conditions actuelles, nous ne pouvons renoncer ni aux armes militaires, ni aux armes politiques, ni aux armes juridiques permises par la constitution. Mais nous serions disposés à ne plus tirer s'il n'y avait plus d'ennemis contre lesquels il nous faut tirer. Et, de même, nous serions disposés à ne plus utiliser l'état d'urgence, moyen juridique que nous fournit la constitution, si ce n'était plus nécessaire. Si nous n'y étions pas disposés, nous tomberions dans un état dictatorial et illégal.

■ *Le porte-parole du Parti social-chrétien (PSC) déclare qu'il y a 10 000 prisonniers politiques dans vos prisons. Qu'en est-il ?*

- Il y a 8 800 prisonniers au total, dont la majorité est constituée de voleurs, de violeurs, de vendeurs de drogue, de voleurs de bétail. Il y a donc une majorité de prisonniers de droit commun auxquels il faut ajouter une quantité importante d'anciens gardes somozistes emprisonnés depuis la révolution. Il y a en tout 2 400 contre-révolutionnaires qui sont prisonniers.

Je vais vous raconter une anecdote. Quand je suis allé en Allemagne, un certain Geisler m'interpelle, disant qu'il y avait des prisonniers politiques social-chrétiens au Nicaragua. J'ai vérifié par téléphone et on m'a répondu qu'il y avait, si je m'en souviens bien, 4 ou 5 prisonniers social-chrétiens.

Mais ils n'étaient pas emprisonnés en raison de leur appartenance politique, mais parce que l'un avait volé, l'autre violé et ainsi de suite. Si l'on suit le raisonnement de ce monsieur Geisler, on pourrait dire qu'il y a 8 800 catholiques emprisonnés au Nicaragua. On pourrait dire également qu'il y a une majorité de prisonniers sandinistes. Ces "quasi" 5 000 prisonniers "sandinistes" ne sont pas emprisonnés parce qu'ils sont sandinistes mais pour une autre raison. En plus, je peux vous dire

que la majorité des prisonniers de la région VI (Nord du pays, Jinotega Matagalpa) sont des membres des forces armées ou du ministère de l'Intérieur qui ont commis des abus vis-à-vis de la population et qui ont violé la loi pour une raison ou une autre ; eux aussi, sont sandinistes. Quelqu'un se préoccupe-t-il de leur sort ?

■ *Où en est-on avec l'autonomie de la Côte Atlantique ?*

- L'adoption du statut d'autonomie de la Côte Atlantique entre dans sa phase finale. Fin août ou début septembre, les projets d'autonomie seront soumis à l'Assemblée nationale. Combien de temps va durer cette discussion ? Cela dépend de l'Assemblée nationale mais normalement, il ne devrait pas y avoir d'obstacle important à l'adoption du projet parce que celui-ci est l'expression de la volonté de la majorité des habitants de la Côte Atlantique. Ce projet de loi est le plus démocratique que je connaisse dans l'histoire. Il a été discuté et approuvé mot par mot, paragraphe par paragraphe, article par article au niveau de la population de la Côte Atlantique.

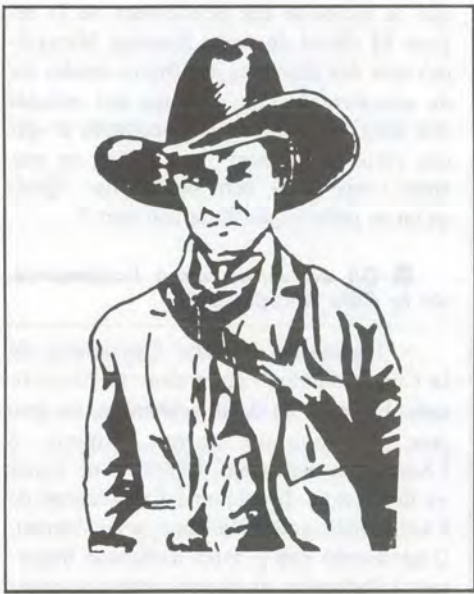
Je pourrais dire que j'aurais préféré une autre formulation pour certaines parties du texte mais comme il est le produit de la discussion collective au sein du peuple de la Côte Atlantique, ce serait faire injure à ce dernier que de s'opposer à cette loi. L'application de la loi ne va pas être très facile parce que celle-ci est complexe et constitue un saut qualitatif. Or, tout saut qualitatif implique des difficultés. Ce projet d'autonomie est le résultat de la pacification de la Côte Atlantique et de la correction d'erreurs que nous avons commises.

C'est une loi archétype, exemplaire pour ceux qui vivent des problèmes similaires dans toute l'Amérique. Cela stimulera tous les indigènes de ce continent y compris ceux des Etats-Unis et du Canada.

■ *Depuis 79, existe au Nicaragua un régime révolutionnaire dans lequel subsiste un pluralisme politique et syndical réel. Quel bilan tirez-vous de cette situation ?*

- Le pluralisme et l'économie mixte au Nicaragua sont le résultat naturel de notre processus révolutionnaire. Ce n'est ni un artifice ni une tactique pour gagner du temps. Le problème n'est pas que ce soit positif ou négatif, c'est une réalité incontournable. Il n'a pas été facile d'instaurer le pluralisme politique parce que pour maintenir ce pluralisme et l'économie mixte, l'Etat a fait d'importantes concessions au secteur patronal. On a rencontré

2) Radio Catolica fut interdite d'émission le 2 janvier 1986, et la Prensa fut suspendue pour un temps indéterminé le 27 juin 1986 après le vote des 100 millions de dollars à la Contra par le Congrès américain. Les deux ont été de nouveau autorisées le 20 septembre 1987.



des difficultés parce que le politique primait sur l'économique. Cela signifie que les intérêts de classe des secteurs exclus du pouvoir politique (ceux-ci gardant des options politiques sans disposer du pouvoir politique), ont introduit des blocages dans le domaine de la production, de l'économie en général. En d'autres termes, si nous pouvions de manière idéale séparer l'aspect politique de l'aspect économique et résoudre les problèmes séparément, la chose aurait été plus simple. Le problème, c'est que le politique et l'économique sont intimement imbriqués. L'aspect fondamental a été le politique. Le Conseil de l'entreprise privée (COSEP), plus qu'un instrument de production, est une espèce de parti politique. D'ailleurs, concrètement, il fait partie de la coordination Acasa qui est un instrument politique opposé à la révolution. Il est clair que le pluralisme politique aura un espace d'autant plus grand que seront appliquées les dispositions de l'accord de paix du Guatemala car il faut dire que l'état d'urgence a limité dans une certaine mesure l'activité des partis d'opposition.

■ **A cette étape de la révolution sandiniste, quel est le rôle des Comités de défense sandinistes ?**

- Les CDS incarnent la forme spéciale de représentation des habitants de quartier. Ils ont connu un processus de recherche de leur action et de fonctionnement. En dernière instance, les CDS peuvent constituer le chemin à suivre pour la consolidation de la participation des masses au pouvoir révolutionnaire. Maintenant, les CDS ne s'occupent plus essentiellement de la vigilance révolutionnaire, en tous cas, sous la forme qui était pratiquée il y a quelques années. Les CDS sont les garants et les interprètes des revendications des habitants des quartiers. Ces habitants disposent donc d'un canal pour mettre en avant leurs revendications immédiates, revendications

qui ne sont pas pour autant étrangères au contexte politique. Au sein des CDS les élections sont réellement démocratiques, elles se font à bulletin secret. J'ai pu être témoin d'une série d'élections dans plusieurs endroits du pays. Les CDS n'élisent pas nécessairement ceux qui sont proposés par le Front sandiniste, même si la majorité des CDS est d'accord avec les positions du FSLN et si elle reconnaît celui-ci comme avant-garde révolutionnaire.

■ **Quels sont les remèdes contre le bureaucratisme, si l'on tient compte qu'actuellement le danger principal est constitué par l'agression impérialiste ?**

- Je voudrais connaître la formule chimique qui permet de lutter contre le bureaucratisme. Mais je crois qu'on découvrira avant le remède contre le SIDA. Je crois qu'il faut réellement découvrir les mécanismes qui permettent de combattre le bureaucratisme. Mais souvent, c'est très difficile car les formes que prend la bureaucratie sont tellement incroyables que je ne suis pas surpris de la capacité dont elle fait preuve pour survivre.

Je disais à un ami il y a peu, au cours d'une discussion sur les droits de l'Homme et la bureaucratie : *"Si jamais les hommes commettent la folie de déclencher une guerre nucléaire mondiale, l'être humain disparaîtra de la surface de la terre mais survivront la cucaracha (cafard) et la bureaucratie"*. Il est difficile de lutter contre la bureaucratie. Néanmoins il faut l'affronter et je crois que le principal moyen de lutte c'est le contact direct que doivent avoir les dirigeants, les révolutionnaires, avec la réalité. Et la connaissance de la réalité ne s'acquiert pas dans un bureau mais bien par le contact direct sur le terrain avec les masses, le peuple travailleur, les habitants des quartiers etc.

Pour me faire comprendre, je vais vous donner un exemple. Dans un bureau donné, arrive un document qui décrit les problèmes d'une usine où les ouvriers se plaignent du bruit. Lire ce papier ne remplace pas un déplacement. Je suis allé dans l'usine et je me suis rendu compte que le problème n'était pas qu'il y avait beaucoup de bruit mais que ce bruit était insupportable et que si on ne trouvait pas les moyens techniques d'y remédier, les ouvriers allaient devenir sourds. Si le fonctionnaire ou le ministre qui est chargé de cette usine ne se confronte pas à la réalité, le problème ne sera pas résolu. Les rapports ne te décrivent jamais exactement la réalité, ils n'en donnent qu'une vue déformée.

Actuellement l'impérialisme et la bureaucratie sont nos principaux ennemis et il est plus difficile de combattre la bureaucratie que l'impérialisme.

Managua
Août 1987

Accord

Voici les principaux extraits de l'accord signé par les 5 présidents d'Amérique centrale, le 7 août dernier.

1) Réconciliation nationale

a) Dialogue : Mettre en place de façon urgente des modalités de réconciliation nationale permettant la participation populaire, pleinement garanties, en un authentique processus politique de caractère démocratique. A cette fin, les gouvernements commenceront un dialogue avec les groupes désarmés de l'opposition politique intérieure et avec ceux qui accepteront l'amnistie.

b) Amnistie : Dans chaque pays centro-américain, à l'exception de ceux dont la Commission internationale de vérification et de suivi déterminera que ce n'est pas nécessaire, des décrets d'amnistie devront être émis. Simultanément, les forces irrégulières des pays respectifs devront mettre en liberté les personnes qui se trouvent en leur pouvoir.

c) Commission nationale de réconciliation : Pour la vérification de l'application de ces engagements, sera créée une Commission nationale de réconciliation. Elle sera composée d'un délégué titulaire et d'un suppléant du pouvoir exécutif, d'un titulaire et d'un suppléant proposés par la Conférence épiscopale et d'un titulaire et d'un suppléant des partis politiques d'opposition légalement inscrits.

2) Appel au cessez-le-feu.

Les gouvernements font un appel pressant pour que dans les Etats de la région qui subissent aujourd'hui l'action de groupes irréguliers ou insurgés, s'initie une concertation pour la cessation des hostilités. Les gouvernements des dits Etats s'engagent à réaliser toutes les actions nécessaires pour obtenir un cessez-le-feu effectif à l'intérieur du cadre constitutionnel.

3) Démocratisation.

Les gouvernements s'engagent à impulser un authentique processus démocratique pluraliste. Pour vérifier la bonne foi engagée dans le développement de ce processus il devra :

a) Exister pleine liberté pour la presse, la radio et la télévision.

b) Avoir un pluralisme politique total.

c) Ainsi, les gouvernements d'Amérique centrale qui ont en vigueur l'état d'exception, de siège ou d'urgence, devront le lever et rendre effectif l'état de droit avec l'exercice plein de toutes les garanties constitutionnelles.

4) Elections libres

a) Elections au parlement centro-américain dans tous les pays pour le pre-

mier semestre 1988.

b) Après les élections au parlement centro-américain, dans chaque pays devront être organisées en présence d'observateurs internationaux, dans les délais établis et suivant un calendrier qui devra être établi, en accord avec les constitutions en vigueur, des élections également libres et démocratiques, pour la désignation des représentants populaires dans les municipalités, les congrès ou assemblées législatives et la Présidence de la république.

5) Arrêt de l'aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels.

Les gouvernements des cinq Etats centro-américains demandent aux gouvernements de la région et aux gouvernements extra-régionaux qui, de façon ouverte ou voilée, fournissent une aide militaire, logistique, financière, en forces humaines, armements, munitions et équipement, aux forces irrégulières et mouvements insurrectionnels, qu'ils cessent cette aide. De même, ils demandent aux forces irrégulières et aux groupes insurgés de s'abstenir de recevoir cette aide. Cette demande a pour but de parvenir à l'élimination du trafic d'armes, inter-régional ou provenant de l'extérieur de la région, destiné à des personnes, des organisations ou des groupes qui tentent de déstabiliser les gouvernements des pays centro-américains.

6) Non-utilisation d'un territoire pour aggraver d'autres Etats.

7) Négociation en matière de sécurité, vérification, contrôle et limitation des armements.

Ces négociations comprennent des mesures pour le désarmement des forces irrégulières qui sont disposées à accepter les décrets d'amnistie. (...)

11) Calendrier d'exécution des engagements.

Dans les 90 jours, entreront simultanément en vigueur les engagements relatifs à l'amnistie, au cessez-le-feu, à la démocratisation, à l'arrêt de l'aide aux forces irrégulières ou aux mouvements insurrectionnels, à la non-utilisation d'un territoire pour aggraver d'autres Etats, ainsi qu'il est défini dans le présent document.

Dans les 150 jours, les cinq présidents d'Amérique centrale se réuniront, recevront un rapport de la Commission internationale et prendront les décisions qui s'imposent. ■

Esquipulas ;
7 août 1987

Reagan et le Nicaragua

LE 2 SEPTEMBRE DERNIER, la composition de la Commission nationale de réconciliation nicaraguayenne prévue par le texte des accords d'Esquipulas a été définitivement arrêtée.

Le président en est le Cardinal Miguel Obando y Bravo, les autres membres étant Sergio Ramirez, le vice-président du Nicaragua, Mauricio Diaz, secrétaire général du Parti populaire social-chrétien (PPSC) qui représente l'opposition et enfin, le pasteur protestant Gustavo Parajon, en qualité de personnalité indépendante.

Lors d'une conférence donnée en commun par Obando et Sergio Ramirez - ce qui en soi, est déjà un événement - ce dernier devait déclarer que le Nicaragua entendait appliquer de "façon stricte" les accords d'Esquipulas. Enfin, le 20 septembre 1987, un communiqué officiel annonçait la levée de l'interdiction du journal *La Prensa* et de Radio Catolica.

Roberto BARDINI

LE 7 NOVEMBRE, la paix pourrait s'établir en Amérique centrale si les armes du dialogue s'imposent contre le dialogue des armes. C'est ce jour-là, que devrait, en principe entrer en vigueur la "Procédure d'établissement d'une paix ferme et durable" approuvée par cinq présidents centro-américains à la réunion d'Esquipulas qui s'est tenue au Guatemala les 7 et 8 août derniers.

L'aboutissement de Contadora

L'accord, signé par le Costa-Rica, le Nicaragua, le Salvador, le Honduras et le Guatemala, prévoit que dans un délai de 90 jours devrait prendre effet, dans la région, un processus de cessez-le-feu, d'amnistie, de suspension de l'aide militaire étrangère et de démocratisation interne. Le contrôle et le suivi du plan seront assurés par une commission internationale dont feront partie le groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela), son groupe d'appui (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay), l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

Ainsi, les quatre années et demi d'efforts diplomatiques menés par le groupe de Contadora semblent avoir abouti. Cette instance de négociation s'est formée dans l'île panaméenne du même nom en janvier 1983 et durant ses 56 mois d'existence, elle a impulsé plus de trente réunions de ministres et vice-ministres des Affaires étrangères d'Amérique centrale. En septembre 1985, elle présentait un "Acte

de paix et de coopération" pour la région, dont 97 points sur 100 furent approuvés. Les trois questions en suspens portaient sur les points les plus controversés : le contrôle et la réduction des armements, les mécanismes de surveillance et de suivi en matière de manœuvres militaires et la sécurité politique.

Pendant tout ce temps, les Etats-Unis - le grand absent de la table des négociations mais, en même temps, le principal protagoniste - exerçaient une influence à distance, à travers le Salvador, le Honduras et le Costa-Rica. En juin 1986, les pourparlers diplomatiques du groupe de Contadora paraissaient entrer dans une impasse et, en janvier 1987, le président social-démocrate du Costa-Rica, Oscar Arias, proposait un projet de paix alternatif, connu sous le nom de "Plan Arias".

Pas de symétrie Salvador - Nicaragua

Toutefois, cette dernière proposition ne connut pas de succès. Initialement, elle prévoyait une réunion au sommet en Amérique centrale pour les 25 et 26 juin, mais, à la demande du président démocrate-chrétien du Salvador, José Napoléon Duarte, elle fut suspendue.

Salvador Samayoa, l'un des représentants du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR), déclarait sur cette question à *Panorama* : "Au départ, le Plan Arias était dirigé contre le Nicaragua. Il essayait d'ouvrir un espace politique intérieur à la Contra au moment même où la Maison Blanche traversait la



crise du scandale de la vente des armes à l'Iran. Mais ensuite, le jeu s'inversa et le résultat en fut une symétrie qui n'était pas du goût des Etats-Unis."

Et il poursuivait : "Ce qu'ils voulaient pour le Nicaragua - légaliser intérieurement la Contra - ils ne le voulaient pas pour le Salvador, avec le FMLN-FDR. Ce qu'ils exigeaient du gouvernement sandiniste - de nouvelles élections - ils ne le souhaitaient pas pour le régime de Napoléon Duarte. Et ce qu'ils voulaient également pour le Nicaragua - le cessez-le-feu - ne leur convenait pas non plus pour le Salvador."

Choisir la guerre ou la paix

La symétrie Contra-FMLN, évidemment contrariait les plans de Washington. Le 19 juillet dernier, à l'occasion du huitième anniversaire de la révolution sandiniste, le président Daniel Ortega déclarait : "Le gouvernement des Etats-Unis a repoussé la proposition d'Arias, que nul pourtant ne peut taxer de gauchisme. Voilà qui donne une idée de l'obsession de Reagan : il ne veut pas partir de la Maison Blanche en laissant derrière lui un Nicaragua libre."

Mais si le "Plan Arias" ne plaisait pas à Washington, l'accord signé à Esquipulas lui plaît bien moins encore. Le 16 août, Franck Carlucci, conseiller à la Sécurité de la Maison Blanche annonçait qu'indépendamment des accords du Guatemala, les Etats-Unis poursuivraient l'aide et l'appui aux contras, jusqu'à ce "qu'ils puissent changer leurs fusils en bulletins de vote". Le gouvernement américain, disait Carlucci "a pour objectif de parvenir à l'instauration d'une véritable démocratie au Nicaragua".

Deux jours après, les ambassadeurs nord-américains accrédités auprès des cinq pays d'Amérique centrale concernés, faisaient connaître par communiqué et suivant les directives de Washington "la préoccupation profonde des Etats-Unis concernant l'accord du Guatemala". Avant son application, précisaient les re-

présentants diplomatiques, le Nicaragua doit cesser de recevoir une aide militaire de Cuba et de l'Union soviétique, mettre fin à ses "programmes de subversion" dans la région et mettre en place un plan de "démocratisation pleine et réelle". En somme, les arguments de toujours.

Le 19 août, un éditorial du *New York Times* indiquait que "la nouvelle initiative de paix en Amérique centrale obligeait les dirigeants sandinistes et le président Reagan à choisir entre la perspective de l'accroissement des combats et les risques de la paix : toutes les raisons pratiques existent pour que Monsieur Reagan choisisse le sentier diplomatique vers la paix". Le quotidien estimait même que l'accord du Guatemala pouvait être "une dernière chance".

Tous les gouvernements concernés par le conflit en Amérique centrale l'ont compris ainsi. Le 20 août, les cinq ministres des Affaires étrangères tenaient une réunion de deux jours après avoir signé un accord en sept points qui servira de cadre pour mettre en marche les premières étapes du traité de paix régional signé au Guatemala. La prochaine réunion se tien-

dra au Nicaragua le 20 septembre.

Le 21 août, 13 ministres des Affaires étrangères latino-américains (5 d'Amérique centrale, 4 du groupe de Contadora et 4 du groupe d'appui) se réunissaient à Caracas pour définir les mécanismes de contrôle et de vérification des accords. Ces ministres ne s'étaient pas réunis depuis juin 1986.

Des points "non négociables"

Mais une fois de plus, les progrès diplomatiques se voyaient contrariés par une nouvelle initiative du président Ronald Reagan qui posait - avec l'accord du Parti démocrate - une série de points "non négociables", apparemment préalables et indépendants des accords d'Esquipulas qui devaient entrer en vigueur le 7 novembre. Ces points sont les suivants :

- Tout cessez-le-feu dans la région doit être acceptable par la Contra et "l'aide humanitaire" aux anti-sandinistes se poursuivra pendant les négociations.

- "La présence soviétique et cubaine" au Nicaragua sera considérée comme une "menace directe" à la sécurité nationale des Etats-Unis.

- La démocratie au Nicaragua est également liée à la sécurité des Etats-Unis : avant 1990 il devra exister une commission électorale sans contrôle sandiniste.

- Les Etats-Unis suspendront graduellement "l'aide humanitaire" à la Contra dans la mesure où ces derniers s'intégreront à la société nicaraguayenne.

- La possible suspension de manœuvres militaires américaines en Amérique centrale devra être comprise comme une "contribution de bonne foi" au processus de négociation.

Vue de la Maison Blanche, toute négociation est un résultat de ses propres pressions. Sol L. Linowitz, ex-représentant des Etats-Unis à l'OEA, exposa clairement son opinion sur l'attitude latino-américaine quant à la politique de Washington : "Il existe beaucoup de scepticisme sur nos intentions", devait-il déclarer. En effet, l'histoire des interventions de Washington et de ses mensonges diplomatiques est très éloquent et reste toujours en vigueur. Certaines petites phrases sont encore plus expressives. Quand, en avril 1985, le mandataire nord-américain présenta un "plan de paix" pour le Nicaragua, le ministre des Affaires étrangères, Miguel d'Escoto devait déclarer vingt-quatre heures après : "le président Reagan s'est contenté de dire : 'Ou ils meurent, ou je les tue'."

Panorama d'Amérique centrale
et de la Caraïbe ;
Mexico
Septembre 1987

Une économie en chute libre

REFOULE SUR DES TERRES peu fertiles, dont il n'est généralement pas le propriétaire, souvent soumis à des baux à court terme, pressuré de toutes parts par l'Etat et son cortège de taxes, les spéculateurs de denrées, les Tontons macoutes ou leurs semblables, les grands propriétaires, les usuriers, les arpenteurs, les notaires et autres parasites, le petit paysan haïtien court depuis toujours après l'argent, se trouve constamment en situation d'insécurité et n'a jamais eu les moyens d'améliorer son outillage.

Filip MARTENS

LE PETIT PRODUCTEUR de café ne perçoit que 40% du prix du café vendu aux firmes étrangères (après avoir remis une partie souvent majoritaire de sa récolte à un grand propriétaire) alors que son homologue centro-américain - qui n'est pas débordant de richesse ! - en perçoit 75%. Le reste va à l'Etat et aux intermédiaires, notamment aux grands commerçants des ports. L'Etat n'a jamais employé les impôts pour entreprendre réellement des investissements à la campagne et aider les petits paysans à produire. De son côté, la bourgeoisie des grandes villes, qui se consacre essentiellement au commerce avec l'étranger, n'a jamais investi dans la modernisation du pays.

Une crise qui vient de loin

Elle consomme ses profits ou les place à l'étranger. Placés tout en bas de l'échelle, obligés de vendre leurs bras et pour cela de migrer périodiquement en cours d'année, les paysans pauvres et les paysans sans terre portent depuis toujours la nation haïtienne sur leur dos. La crise haïtienne vient de loin. Elle s'ancre dans des relations sociales fortement hiérarchisées et la soumission à des puissances étrangères. Elle est marquée depuis longtemps par une tendance dominante de l'économie à la stagnation. L'érosion est aujourd'hui un des aspects les plus dramatiques de cette crise, et menace à terme l'existence même du pays.

Bien que le taux de croissance de la population ne soit pas extrêmement élevé (en raison notamment de la forte mortalité) les paysans sont de plus en plus nombreux, et sur de moins en moins de terres. Les deux tiers de la surface cultivée se trouvent en zone montagneuse et, à chaque pluie, les sols, peu épais, descendent par

paquets dans les torrents, des sédiments se déposent en contrebas, dégradant les terres fertiles qui peuvent s'y trouver, et rendant inutilisables les systèmes d'irrigations. Cette situation est due essentiellement à l'intensité du déboisement. On estime que 50 millions d'arbres sont coupés chaque année. Dans les années 30, la forêt couvrait 23% du territoire. Ce taux serait tombé à 7% en 1974 et ne serait plus que de 1,5% aujourd'hui ! En conséquence, la quantité d'eau qui s'infiltre dans les sous-sols lors des pluies diminue (entraînant à terme le tarissement des sources), avec pour contrepartie un ruissellement de plus en plus fort, et des crues violentes, désastreuses pour les cultures.

Le déboisement massif tire ses origines de la période coloniale. Il est aujourd'hui cause et conséquence d'une situation de pauvreté et de précarité permanente. Le petit paysan surexploite la terre dont il arrive à disposer sans pouvoir se préoccuper de l'avenir. Le charbon de bois est son unique source d'énergie. Et sa vente est souvent pour lui, le seul moyen de se procurer des liquidités pour acheter des produits de première nécessité et payer des taxes. C'est pourquoi il ne pourra y avoir de solution au problème si urgent de l'érosion sans de profondes transformations dans l'édifice social et dans la tenure de la terre.

Le fruit d'une longue histoire

Le duvaliérisme n'a pas été un accident, mais plutôt le fruit d'une longue histoire. Selon l'écrivain haïtien Michel-Rolph Trouillot, le XIX^{ème} siècle portait déjà en germe trois échéances. La première était le moment où les gouvernements, les marchands et l'étranger *"auraient tellement purgé cette paysannerie qu'il n'y aurait plus rien à accaparer sans forcer le peuple*

à la pauvreté la plus abjecte". La seconde était celle où *"le rôle de sangsue"* joué par les *"parasites urbains"* employés par l'Etat *"dépasserait largement la distribution partielle et inégale qu'ils effectuaient"*. La troisième arriverait lorsque *"les prétendants aux miettes du trône deviendraient trop nombreux pour le trône lui-même"* et *"où toute fraction politique qui se maintiendrait au pouvoir ne le ferait qu'au prix de la vérification quotidienne de ce pouvoir par la violence"*. *"C'était l'échéance du sang, celle qui cristalliserait tous les écarts"*. (1) L'occupation nord-américaine (1915-1934) a levé les obstacles qui retardaient ces échéances. Elle a accru l'exploitation de la paysannerie et la dépendance du pays, forgé une armée destinée à la répression interne et centralisée à l'extrême Haïti autour de Port-au-Prince. Les échéances sont venues à terme dans les années 50 lorsqu'une crise politique et économique a débouché sur la prise du pouvoir par François Duvalier le 22 septembre 1957.

Une situation bloquée

Trente années plus tard, Haïti connaît une situation de blocage, de crise généralisée, analogue à celle des années 50. La crise économique a mûri dans les années 70, durant lesquelles on a assisté à une dégradation constante du secteur agricole. Elle s'est accélérée brutalement à partir de 1981.

En 1982, l'abattage du cheptel porcin a des conséquences catastrophiques. Il est le résultat des pressions des Etats-Unis, et se fait avec leur collaboration. Reprenant l'expression de l'économiste Jean-Jacques Honorat, on peut dire que cette opération fait craquer le *"plancher de la nation haïtienne"* (2) que constitue l'économie paysanne de subsistance, ce qui correspond parfaitement au projet des Etats-Unis : réduire considérablement la part de l'économie haïtienne consacrée à la nourriture du pays pour mieux intégrer Haïti dans "leur" division internationale du travail. Ceci passe par un remodelage des structures agraires et une pénétration sans limite du capital dans les campagnes. Les Etats-Unis avaient tenté de mettre en œuvre un tel projet durant leur occupation mais n'avaient pas réussi à le mener à terme.

L'autre face du plan américain est la transformation d'Haïti en une "vaste zone franche", selon la formule de Leslie Delatour actuel ministre de l'Economie, qui partage cet objectif. Avec son accord,

1) Jean-Michel Trouillot : "Les racines historiques de l'Etat duvalérien". Editions Deschamps. Port-au Prince, 1986.

2) Jean-Jacques Honorat "La peste porcine en Haïti : de l'éradication d'une épizootie au grand projet d'anti-développement national". Collectif Paroles. Montréal, 1983.



Jean-Claude Duvalier, dit "Baby Doc"

La contrebande accroît les divisions entre la ville et la campagne. En effet, les consommateurs, de leur côté, voient baisser de manière importante les prix des produits alimentaires. La contrebande a créé des milliers d'emplois, précaires au plus haut point, dans les villes portuaires et dynamisé le secteur informel des grandes villes. Alors que déjà sous Duvalier, l'aide alimentaire américaine, le "mangé sinistré" commençait à être rejetée, on assiste aujourd'hui avec la contrebande à une espèce d'aide alimentaire forcée, qui entraîne, de proche en proche, la ruine de pans entiers de l'économie, et enchaîne Haïti aux Etats-Unis. Le riz de Miami étant aujourd'hui vendu en Haïti en dessous du prix du marché mondial, il est par ailleurs fort possible que son prix remonte à terme, lorsqu'il aura évincé tous les produits locaux. Ceux qui organisent aujourd'hui la contrebande, les militaires, certains grands commerçants et les transporteurs, sauront alors faire de nouveaux profits, tandis que les masses haïtiennes verront leur pouvoir d'achat chuter à nouveau.

La fin de "la stabilité"

La perte d'emplois industriels entraînée par le début d'ouverture des frontières n'a pas été compensée par un développement de l'industrie d'assemblage. Selon le plan économique dressé par les Etats-Unis pour Haïti, ce pays devait tirer parti de "cet avantage comparatif" que constituait une main-d'œuvre nombreuse et d'autant moins exigeante que des paysans privés de ressources venaient grossir la masse des chômeurs. Et, effectivement, Haïti a vu pendant quelques années un développement impétueux des usines d'assemblage installées dans la zone industrielle de Port-au-Prince. Il y eut jusqu'à 45 000 personnes employées dans ces usines. Haïti a fait un moment figure de "leader" des Caraïbes dans ce domaine. Mais il faut maintenant déchanter. Haïti ne bénéficie plus de la "stabilité" que les employeurs américains appréciaient sous Duvalier. N'ayant pas eu besoin de faire d'investissements dans ce type d'industrie, ils ont été nombreux à plier bagage en 1986.

Surtout, peut-être, les industriels ont constaté que la République dominicaine était plus avantageuse. Depuis la dévaluation du peso, les salaires minimums des deux pays sont très proches. Surtout, les salaires du personnel d'encadrement - qui, en Haïti représentent la moitié de la masse salariale dans ce type d'industrie - sont deux fois moins élevés en République dominicaine. Il y avait, au début de l'année 1987, 50 000 emplois dans les usines d'assemblage de République dominicaine, et, comme en Haïti, il y a quelques années, les usines déjà installées en attirent d'autres. La crise haïtienne a dans son

développement actuel, des effets contradictoires. Elle accentue les relations de dépendance et rend difficile la construction d'organisations autonomes. Mais, en même temps, elle donne naissance à des situations explosives et à une radicalisation des couches opprimées qui va croissant.

L'extrême dénuement de larges secteurs de la population est un obstacle important à l'édification et à la stabilisation d'organisations de masse. La plupart des comités de quartier surgis à Port-au-Prince après le 7 février 1986 ont disparu ou ont été récupérés par la Mairie. Certains ont été détournés de leurs fins par des individus qui y voyaient le moyen d'assurer leur subsistance. A la campagne, il n'est pas difficile pour qui dispose d'importantes sommes d'argent de recruter des éléments marginaux sans scrupules. L'approfondissement de la crise exacerbe les tensions qui peuvent exister entre certaines catégories opprimées de la population. Et l'absence d'organisation fortement implantée, à même d'unir l'ensemble de ces

l'économie de subsistance a été, depuis le départ de Duvalier, soumise à de nouveaux coups de boutoir. Le Conseil national de gouvernement (CNG) a levé la plupart des barrières protectionnistes et laissé inonder le marché par des produits que l'on ose à peine appeler de "contrebande" tant elle se fait à ciel ouvert. Chaque jour des bateaux en provenance de Miami déchargent des tonnes de marchandises, produits alimentaires et biens d'équipements, dans les ports de province qui étaient restés fermés durant des dizaines d'années. Les premières victimes de ce trafic ont été les producteurs de riz qui, à cause des différences de productivité et des nombreuses charges pesant sur le paysan haïtien, était vendu beaucoup plus cher que le riz américain

La différenciation villes-campagnes

Celui-ci est bien plus apprécié que le riz haïtien et est vendu à peine plus cher que le maïs, dont il a fait pourtant chuter le prix. Qu'ils cultivent du riz, du maïs ou des haricots, les paysans haïtiens n'arrivent plus à vendre leurs produits et se trouvent en état d'asphyxie.

Les paysans moyens et riches arrivent parfois à investir ailleurs. Par contre, les paysans sans terre n'ont plus de travail et se trouvent privés de ressources.

Le désastre ne s'arrête pas là. L'industrie agro-alimentaire dont les équipements sont vétustes ne peut affronter la concurrence des produits étrangers. Des usines d'huile et de pâte de tomate ont dû fermer leurs portes. Ce sera bientôt le cas de la minoterie. Plus grave encore, les usines sucrières qui, en général travaillent six mois par an, ont dû fermer au bout de trois mois à cause de la concurrence du sucre dominicain. D'une part des milliers d'ouvriers ont été mis au chômage, ce qui a privé de ressources des dizaines de milliers de personnes, par exemple les employés de maison de ces ouvriers. D'autre part, des dizaines de milliers de paysans qui cultivent de la canne à sucre n'ont plus trouvé où vendre leur récolte.



"Le CNG est le plus grand des macoutes" (DR)

couches, se fait lourdement sentir.

De leur côté, les anciens Tontons macoutes sont fort habiles à aviver et exploiter les problèmes pouvant opposer des communautés.

Dans la situation économique actuelle d'Haïti, les projets de "développement" dont les Eglises ont parsemé le pays leur donnent, dans certaines zones, un rôle économique considérable qu'elles utilisent en général à leurs propres fins. Les éléments les plus dynamiques se trouvant alors en relation de dépendance vis-à-vis de l'Eglise, il devient fort difficile aux paysans de s'organiser en dehors d'elle.

Malgré ces obstacles, l'explosion qui a

provoqué le départ de Duvalier ne s'est pas arrêtée là. Elle était le produit d'une lame de fond qui secouait toute la société. Et on a assisté depuis, à plusieurs vagues de mobilisation paralysant partiellement le pays et entrecoupées de périodes d'accalmie, parfois longues mais trompeuses. Le mouvement est très différent de celui de l'année 1956 qui vit d'immenses foules descendre dans les rues, manipulées par des démagogues. Aujourd'hui, la situation est inversée : les politiciens essaient de rattraper un mouvement dont les initiatives les surprennent sans cesse. La méfiance de la population vis-à-vis de candidats présidentiels (qui ont servi pour la plupart les Duvalier à un moment ou à un autre) est particulièrement éclairante. Les Etats-Unis qui pensaient pouvoir fabriquer rapidement un "sauveur de la Nation" se sont lourdement trompés.

Malgré les difficultés, les organisations populaires et des réseaux multiformes se sont développés et se sont montrés capables, dans certains cas, de se coordonner d'une ville à l'autre. Ce n'est plus l'apanage des seuls mouvements de jeunes créés sous l'égide de l'Eglise, comme cela était le cas durant les mobilisations contre Jean-Claude Duvalier. Ce sont des organisations populaires, et notamment les organisations de jeunes des bidonvilles, d'étudiants et le syndicat des transports, qui ont été le moteur des mobilisations de cet été. Les "57 organisations" qui se sont auto-proclamées "comité de coordination de grève" et que la presse a mises en avant, en ont souvent été réduites à court-circuiter les initiatives d'organisations populaires.

Ces dernières sont le fer de lance de l'anti-impérialisme qui est un des traits marquants de la situation actuelle. L'attitude par rapport au communisme a également beaucoup changé parmi les couches pauvres des villes, ce qui traduit une radicalisation croissante. Dans les campagnes, par contre, l'anti-communisme, attisé par la propagande des diverses Eglises bat son plein, mais, dans plusieurs zones, le niveau de conscience moyen des paysans est plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

L'Eglise, seul "parti de masse"

L'Eglise catholique, qui reste le seul grand "parti de masse" du pays est frappée de plein fouet par les effets de cette radicalisation et n'a cessé, depuis le 7 février 1986, d'osciller dans son attitude vis-à-vis du CNG. Elle vient de condamner les positions de sa minorité radicale qui se réclame d'une "Eglise populaire". Les sermons du père Jean-Bertrand Aristide parlant d'auto-défense et de socialisme correspondaient trop aux nécessités de l'heure ! (voir interview page 12)

Le Conseil national de gouvernement



Duvalier est parti mais les Tontons macoutes sont restés... (DR)

n'a pas confiance dans les leaders bourgeois pour juguler la crise sociale. Pour lui, le seul rempart se sont l'armée et les bandes paramilitaires. Issus de trente années de duvaliérisme, les hommes du CNG savent de quoi ils parlent. Le CNG n'est pas à proprement parler l'instrument pur et simple des secteurs duvaliéristes. Il a ses propres intérêts, y compris économiques dans la contrebande. Mais il a rapidement compris que par leur implantation dans les campagnes - où vivent les trois quarts de la population - les secteurs duvaliéristes et les réseaux d'anciens Tontons macoutes sont indispensables pour mater la montée du mécontentement et qu'il est vital de s'allier à eux.

La faillite politique

Il a souvent été dit que le CNG avait fait faillite. Il s'agit plutôt en fait d'une faillite de la bourgeoisie anti-duvaliériste. Les deux-tiers peut-être de ses membres ont en poche un passeport nord-américain. Cela suffit à expliquer que, malgré les grincements de dents de certains secteurs victimes de la concurrence étrangère, cette classe sociale foncièrement parasitaire, ait soutenu la politique de Leslie Delatour. Elle n'a pas plus d'alternative politique à présenter au CNG que d'alternative économique. Car que dire des candidats présidentiels qu'elle soutient, sinon que dans toutes les crises politiques qu'Haïti a vécues depuis le départ de Duvalier, ils ont été incapables de peser d'un poids quelconque ?

La bourgeoisie anti-duvaliériste a entraîné dans sa faillite les organisations petites-bourgeoises comme le Parti nationaliste progressiste haïtien (PANPRA) (3) et le Congrès des mouvements démocratiques (CONACOM) (4).

Elles avaient pour projet la mise en place d'un régime démocratique de type parlementaire. Comment un gouvernement "démocratique", se contentant de réformer, pourrait-il affronter une crise économique et sociale aussi profonde que celle d'Haïti ? Avec quels moyens pourrait-il réformer l'armée issue de l'occupation américaine et

du duvaliérisme ? Elles refusaient de se poser ces questions. lorsqu'au début de l'été, il s'est agi pour elles de sortir de leur utopie de et proposer une alternative gouvernementale, elles n'ont pas trouvé mieux qu'y inclure "un militaire administratif placé dans la hiérarchie tout de suite après les généraux Henri Manphy et William Regala". Cela ne faisait que confirmer que, dans la situation d'Haïti, le choix ne pouvait être qu'entre la voie révolutionnaire et l'alliance avec l'armée et, au-delà, avec les Etats-Unis. La politique suivie par ces organisations cet été, est à l'image de celle qui présida à la naissance du CONACOM. Il s'agissait alors officiellement de coordonner les organisations populaires pour la lutte, mais en réalité, de les contrôler. Ses initiateurs souhaitaient se créer une base politique pour construire à terme un parti acceptable par la bourgeoisie, l'Eglise et les puissances étrangères. Et ils recevaient déjà l'appui de courants latino-américains de l'Internationale socialiste et de "cercles libéraux américains" (5).

Quel avenir pour Haïti ?

La crise que traverse Haïti est trop profonde pour ne pas donner lieu à de nouvelles explosions. Mais face aux organisations petites-bourgeoises qui tiennent le haut du pavé, il n'existe pas apparemment aujourd'hui d'avant garde révolutionnaire implantée, à même de fixer des perspectives au mouvement de masse, de l'aider à se coordonner et à répliquer victorieusement aux Tontons macoutes et à l'armée. Cette absence se fait cruellement ressentir et risque d'entraîner une usure des forces vives. Cela faciliterait l'instauration d'une nouvelle dictature, peut-être encore plus féroce que la précédente, seule réponse que les classes dominantes et l'impérialisme se montrent capables de donner à la crise haïtienne.

22 septembre 1987

3) Scission de l'IFOPADA, dirigée par Serges Gilles et soutenue par le Parti socialiste français.

4) Formation créée en janvier 1987, dirigée par Victor Benoit et Serge Bajoux.

5) Carribean contact, avril 1987.

"Nous sommes sujets de notre histoire"

LE VENDREDI 14 AOÛT, des centaines de jeunes occupaient la cathédrale de Port-au-Prince et sept d'entre-eux engageaient une grève de la faim. Ils protestaient contre la mutation du père Jean-Bertrand Aristide dans une banlieue éloignée de la capitale et demandaient que les évêques se prononcent clairement sur le massacre de Jean-Rabel.

Jean-Bertrand Aristide, prêtre radical de l'ordre des Salesiens a en charge l'une des paroisses les plus pauvres de la ville et travaille depuis plusieurs années auprès des jeunes des bidonvilles et des sans-logis. Sa popularité s'étend à tout le pays et les autorités haïtiennes demandent depuis longtemps à l'Eglise la mutation de ce prêtre. Il était question de l'envoyer à Rome.

Le mercredi 19, la mutation d'Aristide était annulée et il donnait le lendemain une conférence de presse dont nous reproduisons des extraits, publiés dans le journal *Haïti en marche*.

Trois jours plus tard, Aristide et plusieurs prêtres tomberont dans une embuscade dont ils réchapperont de peu.

■ **QUELS RAPPORTS voyez-vous entre votre cas et la situation générale dans le pays ?**

- Au sein de l'Eglise, avant même que dans tous les autres segments de la société, chacun à une responsabilité dans l'immédiat et une décision à prendre : ou bien accepter que la corruption macoute se perpétue dans le pays, ou participer au mouvement historique pour l'en extirper. En d'autres termes, c'est la résurrection de tout un peuple qui se fait maintenant. La théologie de la Libération devient un levier capable de soulever toute une jeunesse contre une génération corrompue. C'est l'histoire de Jésus de Nazareth que nous, chrétiens d'Haïti, sommes appelés aujourd'hui à vivre. En un mot, nous sommes devenus Sujets de notre histoire, alors que nous en avons toujours été seulement l'Objet.

Le "guidon historique" d'Haïti est entre nos mains et c'est nous qui dirigeons cette bicyclette. Les corrompus veulent nous forcer à garder le guidon toujours penché vers l'extrême-droite - qui nous conduit droit vers la falaise - mais nous la jeunesse, au nom de notre foi, nous disons : non à cette courbe interminable vers la droite, et nous disons oui à une courbe vers la gauche. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Que nous sommes des communistes ? Non. Mais est-ce que cela veut dire que n'étant pas communiste nous sommes d'accord avec ceux qui tuent des communistes ? Non.

Volontairement, librement, nous refusons cette droite corrompue et nous avançons vers une gauche où la force et la profondeur de notre foi nous permettent de ne pas rester en dehors de la société mais

d'y entrer sans risque d'être salis pour bâtir une Haïti socialiste. C'est la seule qui puisse permettre à chacun de pouvoir se nourrir, de croire en la justice, à la liberté et au respect.

Sans ce système socialiste - en même temps que nous demeurons chrétiens - nous pouvons nous considérer comme un peuple condamné à mourir comme des chiens sous les coups de l'impérialisme et de ses laquais locaux.

Pour atteindre ces objectifs il importe d'aller au-delà des barrières de classe, de couleur et même d'options politiques pour - quel que soit le parti politique auquel on peut appartenir - aboutir à une alliance historique qui nous permette de briser la charpente de ce KNGP (CNG, ndlr) et du système capitaliste corrompu qui le maintient en place. Après coup on verra quel nom donner à cette Haïti que tous les vrais patriotes appellent aujourd'hui de leurs vœux : un système qui puisse garantir à chacun un travail honnête et à tout le monde justice, liberté et respect.

■ **Justement parlons des privilèges de l'Eglise. Par exemple, elle est l'un des plus grands propriétaires terriens de ce pays, et perpétue l'existence d'une élite privilégiée à travers l'éducation dispensée dans certaines de ses écoles...**

- Les structures de l'Eglise catholique sont à mes yeux des structures reflétant exactement la société d'antan, celle d'après le IV^e siècle. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Avant le IV^e siècle les Chrétiens vivaient dans une communauté où tout était équitablement partagé (Acte des Apôtres, chapitre 4 verset 32). Aucun d'entre eux

n'était laissé seul et dans le besoin. Pendant 4 siècles les structures de la chrétienté étaient plus humaines et facilitaient des rapports où l'Evangile avait plus de chance d'être pleinement vécu.

Cependant, à partir du IV^e siècle l'empereur Constantin brisa cette première structure en donnant aux Chrétiens la sécurité contre les persécutions. Automatiquement, un secteur émergea au sein de l'Eglise pour chanter les louanges de Constantin et le couvrir de privilèges, lui et toute sa cour. De là date l'apparition au sein de l'Eglise de la flatterie et de la corruption. Dès lors aussi l'Eglise liait son destin à celui de la féodalité et s'intégrait aux structures sclérosées de cette dernière.

L'Eglise d'aujourd'hui est l'héritière de l'Eglise de Constantin. Cependant elle est au milieu d'une énorme contradiction que j'essaierai d'expliquer ainsi : l'Eglise a accumulé quantité de richesses matérielles (terres, maisons etc.) qu'elle met à la disposition de ses membres pour leur permettre de vivre en communauté sans être poursuivis par les besoins matériels. Ceci a de particulier qu'il permet à des individus sortis de couches sociales très différentes de vivre, si l'on peut dire, comme frères et sœurs. On pourrait à ce niveau parler d'une espèce de socialisme religieux existant à l'intérieur des communautés religieuses.

Mais la contradiction vient du fait que ce système transforme un petit groupe d'évêques et de religieux en grands propriétaires terriens. Dès lors comment l'Eglise peut-elle prêcher une réforme agraire si elle n'est pas décidée à en donner elle aussi l'exemple, à faire le premier pas ? Mettre les biens qu'elle détient à la disposition du peuple, c'est de cette seule façon que le peuple cessera de penser que l'Eglise sert seulement une minorité. En effet, l'Eglise possède de nombreuses institutions scolaires où se forme une élite qui a accouché des éléments les plus réactionnaires et anti-peuple de ce pays, alors qu'à côté nous avons un taux de 85% d'analphabètes.

Dans un contexte de théologie de la Libération cette contradiction n'est pas supportable. En même temps que nous, religieux et religieuses, vivons dans des rapports socialisamment chrétiens au sein de nos communautés religieuses, nous avons pour devoir d'aider aussi la société civile à choisir elle aussi des rapports de partage plus justes et plus équitables.

Les terres, les écoles, les institutions, en un mot les biens de l'Eglise, ne doivent pas être à la disposition d'un petit groupe mais de la collectivité toute entière. Sinon l'Evangile que nous prêchons est vide de sens et c'est l'Eglise encore qui se met en travers du changement recherché aujourd'hui par notre peuple. A moins qu'une pu-





rification ne vienne à se faire dans le système politique et que l'Eglise soit forcée de mettre ses biens à la disposition du grand nombre... Cette solution ne serait pas à son honneur !

■ ***Vous réclamez en toute occasion le départ du KNGP. Avez-vous une alternative de remplacement ?***

- Nous considérons le concept d'alternative comme un piège dans le contexte où nous nous trouvons. La lucidité nous conseille de centrer au contraire la question sur la nécessité de la lutte, de faire avancer la lutte. Ce qui importe pour nous, c'est - à travers la conscientisation, l'organisation et la mobilisation - d'arriver à créer des conditions pour un changement en profondeur, pour ne pas dire révolutionnaire. A ce moment-là l'alternative surgira d'elle-même, comme un employé qui serait chargé de mettre à exécution le programme populaire.

■ ***La source des problèmes que nous évoquons ne se trouve pas seulement en Haïti, il y a les intérêts des grandes puissances. Il y a dans le cas qui vous concerne le Vatican. Jean-Paul II s'était écrié à Port-au-Prince : "Il faut que les choses changent ici".***

Ces mots continuent d'imprégner le discours de libération du peuple haïtien. Le représentant du Vatican dans notre pays, le Nonce apostolique, est dénoncé aujourd'hui comme agissant contre les "forces du changement". Qu'en pensez-vous ?

- Il n'y a pas de sciences humaines

(anthropologie, psychologie, théologie, etc.) qui n'aient de rapports dialectiques entre elles en vue d'orienter la société dans une direction ou dans une autre. Même quand la théologie venant du Vatican voudrait constituer une force de changement dans les cœurs et les esprits, il existera toujours une science politique pour essayer d'influencer le courant théologique en question vers des objectifs visés par cette science politique dans telle région spécifique du globe ou dans tel contexte historique donné.

Malheureusement, on tend toujours à oublier qu'à côté de l'impérialisme politique il existe aussi un impérialisme religieux. Quand bien même Jean-Paul II n'aurait pas pensé à un changement de gouvernement, voire de système, quand il avait déclaré : *"Foke sa chanje"*, la réalité historique que nous vivons fait que nous interprétons ces paroles comme un appel à un changement en profondeur.

Cependant les institutions politiques ou diplomatiques du Vatican ne donnent pas forcément la même signification au cri du Pape. Au contraire elles vont soustraire de ce cri sa dimension politique, parce que la politique qui se fait aujourd'hui au Palais national à Port-au-Prince rencontre mieux la politique de Washington et aussi celle des instances politiques du Vatican. Ce qui nous donne une alliance de deux impérialismes : religieux et politique.

Par conséquent, force est de constater aujourd'hui que ce n'est pas seulement l'impérialisme américain qui veut empêcher

Haïti de faire le saut en avant que son peuple recherche, mais encore il y a une théologie-mafia-CIA que des pasteurs protestants, particulièrement les Mormons, essaient d'implanter brutalement dans notre pays.

Enfin à l'intérieur de l'Eglise catholique, si notre théologie n'est pas en elle-même une théologie impérialiste qui veut dominer par le fer et par le feu, il existe cependant de nombreux éléments et non des moindres, qui la pratiquent et l'interprètent d'une façon qui nous oblige à dire qu'il s'agit là d'une pratique et d'une interprétation impérialistes. Cela pour satisfaire deux impérialismes que nous avons définis plus haut.

En conclusion, la lutte contre l'impérialisme politique va de pair avec les efforts pour démasquer l'impérialisme religieux.

Nous ne pouvons admettre lorsque Jean-Paul II dit : *"Il faut que les choses changent ici !"* qu'on nous dise qu'il s'agit simplement d'un petit *"changement de cœur"*. Il faut que ces paroles puissent aussi embrasser tout un changement de structures. Faut-il bien que je puisse interpréter les paroles du Pape en Haïtien, vivant des problèmes haïtiens, imbu des difficultés traversées actuellement par Haïti, mon pays. La théologie peut être interprétée de façon à zombifier les esprits pour mieux asservir l'homme aux forces possédantes. Aussi pensons-nous que la théologie de la Libération est la seule qui puisse réconcilier aujourd'hui l'universalité des Haïtiens car elle ne jette pas l'anathème à tort et à travers comme le missionnaire d'une époque coloniale qui chez nous n'est pas encore révolue.

Je ne dois pas accuser de péché l'Haïtien qui pratique le vaudou sans avoir d'abord analysé le vaudou à partir de la réalité vécue d'Haïtien. Il y a dans le vaudou du bon et du mauvais. Mais dans la religion catholique n'y a-t-il pas aussi à prendre et à laisser ? Théologiquement nous devons arriver à une analyse en profondeur en vue de faire jaillir le sang haïtien, la verve haïtienne, et ce sang et cette verve ne peuvent pas exister sans l'apport vaudou.

Il faut toujours situer un interlocuteur pour saisir la vraie signification de ses propos. Quant le Vatican me parle de Dieu, je dois d'abord situer d'où il s'adresse à moi. Est-ce qu'il se tient sur le terrain évangélique, ou au contraire sur le terrain politique ? Ou se cache-t-il sous un masque évangélique ou diplomatique pour mieux accomplir des desseins politiques ? ■

***Haïti en marche ;
Port-au-Prince
21 août 1987***

Massacre à Jean Rabel

LE MASSACRE qui s'est déroulé près du bourg de Jean-Rabel les 22 et 23 juillet évoque "l'Himalaya de cadavres" qu'avait promis un partisan de François Duvalier aux opposants.

"En Haïti - avait-il affirmé - le sang coulera comme il n'a jamais coulé auparavant. toute l'île sera en flammes, du nord au sud, d'ouest en est. Il n'y aura plus ni aube ni crépuscule seulement une flamme gigantesque qui lèche le ciel".

Filip MARTENS

LES DUVALIERISTES ont eu très peur lors du départ de Baby Doc. Et aujourd'hui, ils commencent à prendre leur revanche. Les 22 et 23 juillet, plusieurs centaines de paysans, qui venaient de plusieurs villages voisins de Jean-Rabel, tombaient dans une embuscade. Le massacre dura plusieurs heures. Sans doute au moins 200 paysans sont morts, certains étant tués à coups de machette, d'autres tombant dans un précipice alors qu'ils étaient pourchassés.

Les groupements "Têtes ensemble"

La plupart des ceux qui furent attaqués appartenaient aux groupements "Tête ensemble" qui ont environ 10 000 membres. Ils existent dans une grande partie du département du Nord-ouest, mais sont surtout puissants dans la zone de Jean-Rabel où furent créés les premiers groupes. Ces derniers sont nés il y a une dizaine d'années et sont issus du travail accompli par plusieurs équipes missionnaires dans le département. Elles étaient composées "d'animateurs et de techniciens, de missionnaires laïques engagés encadrant les petits paysans dans différents domaines : agriculture, alphabétisation, promotion féminine, santé, animation" (1).

A Jean-Rabel même, plusieurs projets d'infrastructures furent réalisés : électrifica-

tion du bourg, reboisement, installation de cantines pour les enfants en période de disette... La réflexion sur la société se mêlait aux actions de développement et d'animation, et plus tard à la dénonciation de la dictature. Les groupements "Tête ensemble" étaient conçus "comme des associations de petits paysans qui s'entraident dans la culture des jardins et réfléchissent ensemble sur leurs problèmes" (2). Au fur et à mesure que les groupements prenaient de l'extension à Jean-Rabel et dans le département, la tension grandissait entre grands propriétaires, notables, dirigeants de l'Eglise d'un côté, équipes missionnaires et groupements de l'autre.

"Lorsqu'arriva le 7 février 1986, les petits paysans de Jean-Rabel, qui se battaient déjà sous la dictature, voulurent pousser plus loin leurs revendications. Ainsi, le 1er mai 1986 fut organisée une colossale manifestation, pancartes revendicatives en mains. Cette démonstration de solidarité ne plut pas aux "grands" (grands propriétaires) et ils furent si contrariés qu'ils décidèrent de passer à l'attaque" (3). Or les "grands" de Jean-Rabel ne sont pas n'importe qui. Il s'agit essentiellement de deux familles, les Lucas et les Poiteviens, qui monopolisent le pouvoir économique de la zone, et qui proclament bien haut leurs amitiés avec les Américains. Le patriarche de la famille Lucas, député duvaliériste pendant 26 ans, est l'un des fondateurs du parti néo-duvaliériste, le Parti de la réconciliation et de l'entente nationale (PREN).

L'utilisation de l'Eglise

Leur pouvoir s'est établi à partir d'une alliance avec le président Sténio Vincent, mis en place par les occupants américains. Un des membres de la famille, qui est d'ailleurs le filleul de Vincent, est aujourd'hui l'un des responsables de l'USAID (organisme de "développement" des Etats-Unis, et paravent de la CIA) à Port-au-Prince. Ces familles se sont notamment enrichies avec le trafic organisé autour des "boat-people", haïtiens dont le nord-ouest fut un grand pourvoyeur.

Les attaques contre les groupements paysans se déroulèrent sur deux plans. D'une part, commencèrent les agressions physiques et les destructions, inaugurées le 9 mai 1986 par un raid contre un village. C'était là le domaine de prédilection des hommes de main des Lucas et des militaires de Jean-Rabel qui leur sont tout dévoués. L'autre terrain d'action était le travail visant à discréditer les groupements et l'équipe missionnaire (à qui l'évêque retira ce titre) par une propagande anti-communiste, et à organiser les paysans dans des associations concurrentes des regroupements, et liées à l'Eglise. La CATHCLAT, syndicat lié à la démocratie-chrétienne, fut utilisée à cette fin. Des

membres de l'Eglise catholique jouèrent un rôle important dans cette affaire. Des membres des églises protestantes liées aux Etats-Unis agissaient sur les deux terrains : agressions physiques et travail de division. C'est ainsi que certains tentèrent d'assassiner un prêtre qui, comme les groupements "Tête ensemble", s'opposait au "mangé sinistré", c'est-à-dire à la distribution de surplus alimentaire américain, qui contribue à couler les productions locales, et est une source importante de "business" dans le Nord-ouest.

L'armée "pacifique"

Fin juin, le général Namphy se rendit à Jean-Rabel et au Môle Saint-Nicolas (où les Etats-Unis projettent de construire une base navale). Il était accompagné d'un dirigeant du PREN, et l'on dit que beaucoup d'argent fut distribué à cette occasion. Sa visite fut suivie de celle de l'évêque Colimon qui prit clairement position contre les groupements "Tête ensemble". Après ces deux visites, de violentes agressions et des destructions eurent lieu dans plusieurs villages. Le massacre de juillet - pour lequel furent mobilisés paysans "anti groupements", Tontons macoutes, membres de sectes protestantes, et employés des Lucas - a eu lieu au moment où se faisaient des tentatives de conciliation.

Des survivants furent encore assassinés ou blessés les jours suivants. L'armée vint ensuite sous prétexte de "pacification". Elle se mit en fait au service des grandes familles, arrêtant des personnes qui avaient fui le massacre, intimidant les paysans de la zone et empêchant toute activité des groupements. ■

Août 1987

- (1) *Haïti Progrès* Vol.4 numéro 12. 1986
(2) *Haïti Progrès* Vol.5 numéro 18. 1987
(3) Idem



Assassinat d'un militant

LEANDRO ALEJANDRO a été assassiné le 19 septembre 1987. Secrétaire général de la Nouvelle alliance patriotique, Bayan (1) et l'une des figures marquantes de sa génération militante, il jouait un rôle fondamental dans l'animation du mouvement national démocratique légal.

Paul PETITJEAN

LA ETE ABATTU par des tueurs cachés dans une camionnette alors qu'il revenait d'une conférence de presse où il avait annoncé que Bayan préparait une série d'actions de masse pour protester contre la militarisation croissante du pays.

Coup sévère porté au mouvement populaire, l'assassinat de Lean vise aussi à réduire par la terreur la capacité d'action légale de la gauche radicale aux Philippines et à accentuer la crise de régime, aiguë depuis la tentative de putsch du 28 août (Cf. *Inprecor* numéro 249 du 21 septembre 1987). Il illustre de façon dramatique la gravité du processus de remilitarisation

générale en cours dans l'archipel, cela même que dénonçait vigoureusement Alejandro lors de la conférence de presse précédant sa mort.

La solidarité internationale doit s'affirmer avec force à l'heure où les escadrons de la mort philippins frappent et où la répression - gouvernementale, militaire et parallèle - se durcit.

Corazon Aquino vient de limoger sept officiers, dont trois généraux et le Colonel Gringo Honasan, figure de proue du coup d'Etat du 28 août. Elle se refuse toujours à imposer la loi martiale, malgré les pressions exercées en ce sens par l'état-major. Mais la présidente n'en a pas moins beaucoup cédé aux exigences des militaires. Le général Montano a été placé à la tête du commandement régional de Manille. Il avait pourtant été suspendu fin 1986, étant responsable de la sécurité intérieure de la capitale lors du "massacre du pont Mendiola" quand l'armée a ouvert le feu sur une manifestation paysanne en novembre laissant de nombreux morts sur le pavé.

Bien que limogés, le colonel Honasan et la plupart des chefs du Mouvement de réforme des forces armées (RAM) impli-

qués dans le putsch du 28 août, restent en liberté. "Clandestin", Honasan a multiplié les interviews accordées aux media, poursuivant une intense guerre de propagande. Ceux des soldats qui, ayant participé à la rébellion avaient été incarcérés, sont maintenant relâchés, jugés "irresponsables".

La "compréhension" du Pentagone

L'affaiblissement des positions de la présidente est manifeste, sur le plan international et régional, comme dans le pays. Le gouvernement américain a condamné le putsch du 28 août. Mais, alors que le Département d'Etat dénonce la volonté de pouvoir des officiers rebelles, le Pentagone - tout en niant toute responsabilité dans le coup - affiche une "compréhension" quant à leurs revendications (2). La réaction de plusieurs des membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) (3), et tout particulièrement celle de la Thaïlande et de l'Indonésie, a été excessivement prudente le vendredi 28 août, quand la survie du régime philippin semblait en balance.

Dans le pays même, l'Eglise n'a pas volé au secours d'Aquino comme en d'autres temps. La Chambre des députés est dominée par les clans politiques des grandes familles provinciales, aux alliances instables. Le vice-président Salvador Laurel a publiquement rompu avec Aquino en démissionnant de son poste de ministre des Affaires étrangères. Il flirte sans vergogne avec l'armée. Ancien ministre des Finances, Jaime Ongpin a, de même, pris ses distances. Contesté à cause de la façon il a négocié le service de la dette, Ongpin n'en a pas moins une influence importante et des liens affichés avec les organismes du Fonds monétaire international. Enfin et surtout, l'administration et le gouvernement se voient à nouveau purgés d'éléments jugés trop à gauche par les militaires.

Le départ du responsable des douanes, Alexander Padilla, est significatif. Progressiste, ancien dirigeant de l'Alliance nationaliste, luttant contre les trafiquants en tout genre, et notamment les trafiquants d'armes, il est devenu la bête noire des militaires et des politiciens de droite.

Aquino a dû éloigner ses deux conseillers les plus proches, le secrétaire exécutif, Arroyo et Teodoro Locsil, qui pourtant eux, avaient donné bien des gages anti-communistes. Le noyau dur de l'équipe

Message du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale au Partido ng Bayan, après l'assassinat de Lean Alejandro.

Chers camarades de Bayan,

C'est avec colère et émotion que nous avons appris que votre secrétaire général Lean Alejandro est tombé, victime d'un criminel attentat, le samedi 19 septembre 1987, alors qu'il revenait d'une conférence de presse.

Nous savons avec quel courage Ka Lean a poursuivi ses activités, après l'assassinat en novembre 1986 de Rolando Olalia, président du KMU et du PNB, puis, en juin dernier, l'embuscade contre Barnabe Buscayno, lui aussi un cadre du Partido ng Bayan, une embuscade qui devait coûter la vie à deux de ses compagnons.

L'extrême-droite militaire tente de réduire par la terreur, les activités des mouvements populaires aux Philippines. Elle bénéficie de vastes complicités et du processus et remilitarisation en cours dans votre pays. De nouveau aujourd'hui, elle s'attaque à votre organisation déjà plus d'une fois frappée par la répression gouvernementale et paramilitaire.

En cette heure douloureuse, nous tenons à vous assurer de notre solidarité internationale la plus entière.

Nous espérons de tout notre cœur que le camarade de Lean, blessé lors de l'attentat se remettra de ses blessures.

Nous vous prions de bien vouloir transmettre nos condoléances à la compagne de Lean, Liddy, engagée comme lui dans le combat pour la liberté des opprimés et des exploités.

20 septembre 1987

1) Bayan est une coalition d'organisations populaires dont font partie la centrale syndicale KMU et la centrale paysanne KMP.

2) Nayan Chanda, *Far Eastern Economic Review*, 24 septembre 1987.

3) Sont membres de l'ASEAN, outre les Philippines, la Malaisie, la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie et Brunei. Voir Jane Clade, *FEER*, 10 septembre 1987.

présidentielle est ainsi largement désagré-
gé. Après le remaniement ministériel, le
nouveau gouvernement apparaît bien faible
face à une armée forte malgré ses divisions
et déjà présente au cœur du pouvoir
exécutif.

La militarisation progresse

Corazon Aquino, bien que tenante du
régime civil, est prisonnière de ses pro-
pres choix : le refus d'engager des ré-
formes sociales radicales et de s'engager
pour le "pouvoir populaire", la recherche
d'appuis prioritaires au sein de l'armée et
de Washington, la déclaration de "guerre
totale" lancée à l'encontre de la guérilla
communiste et sa politique de contre-
insurrection. La militarisation du pays
progresse à la fois de l'extérieur et de
l'intérieur du régime.

Quand Leandro Alejandro a donné sa
dernière conférence de presse, il annonçait
des actions de masse que Bayan préparait
pour le 21 septembre, le quinzième anni-
versaire de la proclamation de la loi mar-
tiale par Marcos, date aujourd'hui symbo-
lique s'il en est, vu la menace que l'armée
fait planer sur le régime civil et les droits
démocratiques. Ce jour-là, seule une di-
zaine de militaires ont manifesté pour la
défense des libertés et pour condamner le
meurtre de Lean. Refusant de tomber dans la
provocation en engageant immédiatement
l'épreuve de force, les organisations de
gauche préparent les funérailles de Lean et
la poursuite du combat démocratique. ■

25 septembre 1987

Lean est mort...

Lean - Leandro Alejandro - était pour
nous un ami autant qu'un camarade de com-
bat, de même que Liddy Nacpil, sa com-
pagne. Nous les avons rencontrés pour la
première fois, voilà plusieurs années,
alors que Lean militait encore à l'uni-
versité des Philippines. Nous avons tout
de suite apprécié la qualité de leur engage-
ment, leur intelligence et leur franchise,
leur capacité de réflexion et d'analyse, leur
gentillesse aussi.

Nous nous étions revus, à l'occasion de
nos voyages. La dernière fois, c'était il y
a peu : au lendemain de la tentative de
coup d'Etat du 28 août. Secrétaire général
de Bayan, la Nouvelle alliance patriotique,
Lean avait insisté sur la gravité du putsch
du colonel Honasan.

Figure centrale de la gauche populaire
et légale aux Philippines, Lean Alejandro
constituait une cible-symbole pour
l'extrême-droite militaire. Il en était

pleinement conscient. Il a poursuivi,
de même que Liddy, responsable de la com-
mission internationale de Bayan, ses ac-
tivités militantes.

Déclaration de Bayan après l'assassinat de Lean Alejandro. Unissons-nous contre le fascisme, le militarisme et l'intervention US !

L'assassinat de Lean est un crime haineux contre le peuple, sa mort est une lourde
perte pour le peuple philippin dont il a partagé, dès son plus jeune âge, le combat contre
la pauvreté, l'oppression et l'exploitation.

Les assassins de Lean n'ont pas été identifiés mais nous sommes certains que sa
mort est l'oeuvre de ceux qui veulent réduire au silence les organisations militantes,
créer une atmosphère justifiant la restauration d'une domination fasciste ouverte et con-
traindre notre peuple à abandonner le combat nationaliste et démocratique.

Ce dernier assassinat politique suit la pire crise politique que vient de connaître ce
gouvernement, exacerbée par la lame de fond de protestation du mouvement de masse de-
puis février 1986. Apparemment effrayé par la tentative de coup d'Etat (du 28 août) le
gouvernement Aquino a donné satisfaction aux exigences militaristes des putschistes,
même si cela accélère la mise en place de leurs projets fascistes.

Le gouvernement Aquino a accepté d'augmenter le budget et d'accroître les pouvoirs
des militaires pour la contre-insurrection, faisant sortir du cabinet les officiels accusés
par les militaires d'être de gauche et établissant un conseil d'Etat qui comprend des mili-
taires. Toutes ces mesures, après tout, sont relativement logiques avec la "guerre totale"
du régime Aquino qui fait déferler la répression fasciste et la violation des droits de
l'Homme sur tout l'Archipel.

L'assassinat de Lean s'ajoute à la liste grandissante des crimes sanglants contre le
peuple dont on doit rendre responsable le régime Aquino. Malacañang (le palais prési-
dential) décrit ce crime comme une "sérieuse atteinte à la loi et l'ordre" de la même
piètre façon qu'il avait noté les importantes violations des droits de l'Homme sous son
administration. Le gouvernement s'absout honteusement lui-même même si sa "guerre
totale" concoctée par les Etats-Unis a largement encouragé les groupes militaires de
toutes sortes à perpétrer plus de crimes contre le peuple.

Les fascistes et autres oppresseurs de ce pays souhaitent croire que l'élimination de
dirigeants comme Lean Alejandro et Rolando Olalia jettera la peur dans le cœur du peup-
le et l'amènera à la soumission et l'inaction. Mais l'histoire nous a montré que le flam-
beau brandi par les martyrs du peuple avant qu'ils ne tombent était repris par les masses
inspirées et éclairées.

Il n'est plus temps d'hésiter et de temporiser. Les signes sont évidents. Nous pou-
vons clairement voir la direction que prennent les événements : la transformation de
l'administration d'Aquino pseudo libérale réactionnaire en un instrument d'une domina-
tion fasciste totale ou son remplacement par un régime militaire dominé par
l'impérialisme américain.

Nous appelons notre peuple à dénoncer les pas en avant des militaires vers la restau-
ration d'une domination fasciste ouverte dans notre pays. On ne peut attendre ni d'une
junte militaire établie par les semblables d'Honasan sous tutelle américaine, ni un ré-
gime Aquino appuyé par les Etats-Unis et mettant en pratique les revendications
d'Honasan, qu'ils satisfassent les intérêts élémentaires du peuple ou qu'ils respectent leur
droits démocratiques et humains.

Nous appelons notre peuple à serrer les rangs, abandonner les mesquins intérêts de
groupe et les illusions du début et converger en un puissant mouvement de masse pour
défendre et imposer les droits démocratiques du peuple et notre intérêt national. Le pays
est dans une crise grave et nous ne pouvons tolérer de laisser l'impérialisme et les vau-
teurs militaires à l'intérieur et à l'extérieur du régime Aquino, dévorer nos droits poli-
tiques, notre survie économique, notre patrimoine, notre vie.

Justice pour Lean et les autres victimes de la répression politique !

En avant pour le combat contre le fascisme et le militarisme !

Dénonçons et résistons à toutes formes d'intervention de l'impérialisme américaine
dans nos affaires intérieures !

Serrons les rangs, faisons confiance à la force du peuple, sauvons notre pays de la
déprédation et de la ruine ! ■

Bayan 20 septembre 1980

Voilà six mois seulement, il était de-
venu père d'une petite fille. Il avait 27 ans
quand il a été tué. Il revenait d'une confé-
rence de presse où il avait présenté les ac-
tions de masse que Bayan comptait enga-
ger pour lutter contre la militarisation
croissante du pays et du régime. Il est

mort, abattu par des tueurs, pour que
d'autres ne subissent plus le même sort.

Lean ne sera pas oublié par ses amis. ■

Paul PETIJEAN
Sonja RUPON

Inprecor numéro 250 du 5 octobre 1987

"Un parti en construction"

LE 5e CONGRES du PRT s'est tenu dans une période de renouveau de la lutte de classe, une sorte de carrefour de la situation sociale et politique mexicaine et à une date anniversaire particulièrement importante de la révolution internationale.

Tous les groupes et tendances qui ont rejoint le PRT dans la période récente étaient représentés.

A l'ouverture du congrès a été annoncé l'accord qui vient d'être conclu entre plusieurs partis de la gauche révolutionnaire pour former un Front politico-électoral, une Fédération de partis et rechercher une large alliance électorale pour 1988.

Nous publions ci-dessous de larges extraits du rapport d'ouverture prononcé par Edgard Sanchez au nom du Comité central.

GRACE AUX LUTTES récentes, l'air raréfié du parlementarisme et de l'électoralisme des derniers temps commence à se dissiper. Avec leur entrée en action, des secteurs de masses commencent à reprendre confiance en leurs forces et dans la lutte directe. Naturellement, le PRT a immédiatement trouvé sa place dans ces nouvelles mobilisations. Ses militants s'engagent non seulement en solidarité, de l'extérieur, envers de telles luttes, mais les construisent également, respectant et renforçant l'autonomie des organisations dont les masses se dotent.

Dans ce cadre ont mûri les conditions d'une opposition généralisée à l'ensemble de la politique du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et de son gouvernement. Le Ve congrès du PRT aidera à la construction de cette opposition générale, non seulement parce qu'il peut offrir une alternative sur le terrain électoral mais, parallèlement et en dehors du cadre électoral, en proposant et impulsant une Journée nationale de protestation,

Une telle Journée doit servir à augmenter la confiance des masses en elles-mêmes et offrir une perspective politique d'ensemble contre la politique gouvernementale, au-delà des luttes sectorielles. Proposer une Journée de ce type exige de forger l'unité la plus large possible pour parvenir à la réaliser. Mais la nécessité de l'unité d'action ne doit pas engendrer de confusions. En effet, la logique électorale des dernières années a entraîné certains à proposer l'unité à tout prix, unité qui sans résoudre les divergences et qui en se subordonnant aux nécessités électorales, affaiblit au lieu de renforcer.

En tout cas, l'existence d'un seul parti de gauche fondé à la chaleur et en fonction des élections, susceptible d'éclater à la moindre divergence, nous aurait placés dans une situation de faiblesse plus grande devant l'ennemi que la simple existence de deux pôles de gauche sur le terrain électoral.

"Le début des mobilisations a montré que la perspective de lutte, la perspective révolutionnaire, n'étaient pas une illusion"

Car l'autre élément important de la situation c'est que ce début de changement dans le rapport de forces, la réapparition des luttes, ont contribué à une clarification politique, à la redéfinition des objectifs. Il y a quelques mois, la confusion et le scepticisme prévalaient. La gauche paraissait prise au piège entre un progrès électoral très lent et l'absence de mobilisations. Donc, pour beaucoup, avancer sur le terrain électoral et parlementaire est devenu une obsession et le seul moyen de résoudre les problèmes. Le début des mobilisations a montré que la perspective de lutte, que la perspective révolutionnaire n'étaient pas une illusion. Et les camps se sont redéfinis à travers leur attitude vis-à-vis du mouvement de masse.

Mais cela n'implique pas une perspective purement liée au mouvement, apolitique. Nous ne sommes pas des abstentionnistes. Nous ne l'avons jamais été car nous avons opté pour la construction d'un parti politique et pas seulement pour un mouvement de lutte sociale.

C'est dans la perspective plus large de la lutte pour le pouvoir que nous plaçons notre participation électorale. Nous ne pensons pas que nous prendrons le pouvoir par la voie électorale et nous ne faisons donc pas une propagande démagogique demandant des voix pour prendre le pouvoir. Cela ne veut pas dire que nous utilisons les élections uniquement pour dénoncer et contester comme le disent certains. Nous luttons pour le pouvoir. Mais la voie, passive, des élections ne suffit pas pour mener cette lutte. Il faut construire et renforcer l'organisation des masses dans l'indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie. Sans cette base concrète que constitue l'action indépendante des masses, toute perspective de lutte pour le pouvoir est illusoire. C'est pourquoi, à l'occasion des élections (1) nous visons un regroupement autour d'un projet politique dont l'objectif soit de stimuler l'organisation et l'action indépendantes des masses et de construire ainsi le parti, instrument nécessaire pour remplir notre objectif.

"Laisser de côté toute volonté d'hégémonie, tout chantage"

L'unité de toute la gauche pour les élections stimulerait les masses à rompre avec les partis bourgeois. Il est possible d'éviter l'existence de deux pôles lors des élections. Mais pour que cette unité soit solide il faut laisser de côté toute attitude hégémoniste, tout chantage et toute volonté de prépondérance. Le PRT n'échangera pas son projet politique contre un plat de lentilles; il n'est pas disposé à se dissoudre pour un simple accord électoral.

Depuis l'an dernier, nous insistons sur la nécessité d'une coalition complète des deux partis de gauche, afin de servir de cadre à une alliance de toute la gauche, avec ou sans enregistrement (2). Il faut bien comprendre que cette coalition doit concerner tous les aspects du champ électoral, et apparaître vraiment comme une alternative cohérente. Cela implique aussi, dans le cadre d'un accord sans hégémonie, un emblème commun, qu'il soit composé des emblèmes des divers partis constitutifs ou qu'il soit entièrement neuf et différent, symbolisant cette coalition. C'est là le critère que nous avons adopté, en tant que PRT, par rapport aux organisations politiques avec lesquelles nous avons constitué un front politico-électoral et une fédération de partis de la gauche révolu-

1) Tous les quatre ans ont lieu au Mexique des élections générales pour les mandats de Président de la République, de députés et de sénateurs, qui ne sont pas renouvelables. Les prochaines élections doivent avoir lieu en juillet 1988.

2) La législation mexicaine, particulièrement antidémocratique en matière d'élections, prévoit que la coalition électorale de plusieurs partis annule l'enregistrement de chacun de ces derniers au profit du regroupement ainsi formé. Les partis doivent de nouveau se faire enregistrer, ce qui est une véritable course d'obstacles juridiques.

Plate-forme d'accord unitaire pour un front politico-électoral

(...) Au vu de nos convergences dans les luttes et les mouvements sociaux, nous avons décidé de constituer un Front politique et une Fédération de partis de la gauche révolutionnaire comme premiers pas dans la recherche d'une plus grande unité. Dans ce cadre, nous sommes convenus d'une alliance électorale entre ces partis, et éventuellement avec d'autres forces de la gauche révolutionnaire qui ne voudraient pas être partie prenante de la Fédération.

Les organisations qui font partie de cette Fédération conserveront leur propre structure et leur fonctionnement organisationnel, mais il existera en même temps, une coordination nationale (et régionale, et au niveau des Etats) qui, par consensus, fera en sorte que les partis se prononcent et agissent de façon commune face aux développements politiques de la lutte de classe.

C'est ainsi que l'on cherchera à ce que les organisations de la Fédération appliquent une même ligne d'action qui engage toutes ses composantes à condition d'avoir obtenu l'unanimité.

Le Front politico-électoral sera constitué au cours d'une manifestation de masse, une fois l'accord accepté par toutes les organisations concernées.

Une campagne nationale de présentation et de promotion sera alors organisée jusqu'à la fin de l'année 1987 afin de lui donner sa propre place dans la vie politique du pays en intégrant de nouvelles forces(...)

En ce qui concerne les élections, nous déclarons que :

1) L'alliance électorale participera à la prochaine campagne pour faire progresser l'unité du mouvement populaire indépendant, renforcer les organisations autonomes du peuple, dénoncer le projet du capital et du régime et appeler à s'y opposer, avancer dans la construction d'une alternative politique de masse révolutionnaire et socialiste.

2) Pour cela, la campagne sera basée sur l'indépendance de classe, notamment face au PRI et au Parti d'action nationale (PAN-droite) ; sur la défense des organisations de masse indépendantes ; sur les revendications fondamentales du peuple et la

popularisation du socialisme.

3) L'alliance électorale proposera une alternative de lutte et d'unité du peuple travailleur ; elle combattra l'illusion que les élections puissent être un moyen permettant au peuple de prendre le pouvoir, seule la lutte révolutionnaire directe pouvant y conduire.

4) Les organisations signataires se prononcent pour une campagne avec une plate-forme de lutte pour la souveraineté nationale et populaire, les droits démocratiques, la défense des intérêts du peuple travailleur des villes et des campagnes et revendiquent l'indépendance politique face au gouvernement et aux partis du patronat, ainsi que la mobilisation des masses comme méthode de lutte pour transformer le pays et constituer un gouvernement basé sur la classe laborieuse. (...)

Les négociations avec les autorités électorales du pays se feront au sein des Commissions collégiales de l'alliance, au consensus.

Chaque organisation apportera une contribution financière au fond commun de la campagne auquel le PRT contribuera pour une large part avec les subsides légaux qu'il obtiendra en 1988.

La Fédération aspire à ce qu'à la suite des élections de 1988 et au vu du niveau d'expérience atteint dans les commissions comme dans la participation commune au mouvement populaire, il soit possible d'avancer vers un processus de fusion organique ou de se constituer en instance permanente de lutte politique.

Au jour d'aujourd'hui nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est nécessaire de former une alliance pour participer aux prochaines élections fédérales de 1988, et de rechercher l'unité d'action dans le mouvement de masse.

Au projet de former une fédération de partis qui concrétise un front politique d'organisations de la gauche révolutionnaire ont déjà souscrit la Commission politique nationale de la OIR-LM, le Comité politique du PRT et le CDP.

Mexico, D.F. 22 juillet 1987.

- Comité politique du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)
- Commission politique de l'Organisation de la Gauche révolutionnaire-Ligne de masse (OIR-LM)
- Commission politique de l'Association civique nationale révolutionnaire (ACNR)
 - Comité de défense populaire (CDP) de Chihuahua
- Commission exécutive de l'Organisation révolutionnaire du Peuple (ORP)
 - Direction nationale du Mouvement de lutte populaire (MLP)
 - Direction nationale de l'Union de lutte révolutionnaire (ULR)

tionnaire. (voir encadré ci-dessus). Mais le PRT ne peut attendre que soit conclu un accord concret de coalition de toute la gauche, pour commencer les préparatifs de sa campagne électorale. Nous avançons donc dans la formation de ce front politico-électoral et nous avons fait des propositions pour la principale candidature en jeu aux élections de 1988 : la candidature présidentielle.

Le Comité central du PRT a proposé à l'ensemble de la gauche, et propose à ce congrès, la candidature de la camarade Rosario Ibarra de Piedra. Nous sommes prêts à prendre en compte d'autres précandidatures que ce soit dans le cadre d'une coalition de toute la gauche ou dans celui

de l'actuelle Fédération de partis. Si nécessaire, nous acceptons l'organisation d'élections primaires pour définir une candidature unitaire.

Cependant nous sommes convaincus que la camarade Rosario est la meilleure proposition possible de candidature unitaire de la gauche, surtout pour une campagne s'identifiant avec les luttes actuelles.

Nous ne voyons pas d'autre dirigeant du mouvement de masse possédant une dimension nationale comme celle de Rosario et qui puisse être identifié avec les luttes actuelles les plus importantes. Il y a, bien sûr, d'autres dirigeants de partis de gauche d'envergure nationale mais ils ne

se sont pas reconnus dans ces mouvements et ils s'y sont même opposés.

Certes la camarade Rosario est populaire dans les mouvements de masse, mais elle est aussi le symbole d'une certaine position politique. Comme chacun le sait, Rosario symbolise la lutte tenace pour les libertés démocratiques et pour le respect des droits de l'homme dans notre pays. Dans ce cadre, l'accord pour une fédération de partis, signé il y a quelques jours, prend toute sa signification. Le Comité central du PRT l'a ratifié à l'unanimité.

Il s'agit d'un accord très important, car ce qui nous unit à la majorité de ces forces, comme avec d'autres dont nous espérons qu'elles le ratifieront prochainement,

c'est tout un passé d'action commune dans le mouvement de masse. Mais cet accord, ne doit pas rester purement électoral, il doit faire avancer et permettre d'approfondir les relations entre nos organisations afin d'arriver à une orientation commune dans les luttes et d'asseoir les bases d'un accord à un niveau supérieur. Pour nous, l'accord à un niveau supérieur implique la perspective d'une convergence organisationnelle. C'est en ce sens que nous orientons nos efforts.

Nous n'en faisons donc pas une ouverture purement circonstancielle, cela entre dans notre conception générale de construction du parti. Notre congrès précédent avait déjà assumé une telle conception qui part de la constatation qu'un parti révolutionnaire de masse, dans notre pays, sera le résultat de la convergence organisationnelle de diverses forces révolutionnaires. Parler de convergences implique expériences et traditions distinctes : nous ne concevons pas la construction du parti comme le simple développement graduel d'un noyau militant, mais le résultat des progrès réalisés dans la confluence de courants différents. C'est une conception qui s'est révélée correcte dans la pratique.

"La viabilité d'un projet de convergence des révolutionnaires"

Par exemple, ce congrès va ratifier la conclusion du processus pratiquement simultané d'unification avec les anciens militants de la Ligue ouvrière marxiste (LOM) et du Courant de gauche révolutionnaire (CIR) (3). Le congrès et le parti lui-même doivent souhaiter la bienvenue à ces camarades et saluer l'effort, aujourd'hui commun, de construire une direction révolutionnaire des masses travailleuses de notre pays.

L'unification avec les camarades de la LOM et du CIR va indubitablement enrichir, grâce à leur patrimoine politique respectif, le processus de construction du PRT. Elle conforte la conception du PRT, parti en construction, qui ne se considère pas lui-même comme le parti. Elle confirme également le caractère démocratique du PRT capable d'assurer l'intégration de ces deux organisations qui auront le droit de se former en tendances temporaires à l'intérieur du PRT.

Elle confirme, enfin, et c'est là le plus important, la viabilité d'un projet de convergence des révolutionnaires.

La richesse de ce type de confluence apparaît dans ces unifications parallèles avec un courant à la forte tradition de parti internationaliste et un autre qui s'identifie aux racines nationales de nos luttes(...)

C'est un 26 juillet que nous ouvrons ce 5e congrès du PRT. Nous n'aurions pu trouver une date de meilleur augure.

Le 26 juillet nous renvoie, immé-



Rosario Ibarra de Piedra

diatement, à la première révolution victorieuse de notre continent : celle de Cuba socialiste, celle du Mouvement du 26 juillet dirigée par Fidel, par Camilo, par le Che.

"Le 26 Juillet, un carrefour historique"

Et le 26 juillet nous ramène également à 1968. Aux débuts du mouvement étudiant populaire de 1968 dans lequel notre organisation trouve ses racines immédiates.

Ce carrefour historique est intéressant et nous permet quelques réflexions appropriées au moment présent.

L'impact du mouvement de 1968 fut très profond. Il a marqué toute une génération. Il l'a gagnée à la perspective révolutionnaire qui se trouvait stimulée par la montée de la révolution à cette époque : le Vietnam, le Che, les mobilisations étudiantes, le Mai français, le Printemps de Prague.

Cet élan était si puissant qu'il engendra chez nous l'illusion de la possibilité d'un triomphe à court terme de la révolution. Cette perspective était incorrecte, à l'évidence. Aujourd'hui, il est facile de le dire. Mais il a fallu de nombreuses années pour que nous le comprenions. Pour comprendre qu'il était nécessaire de passer par une série de phases de construction d'un

instrument révolutionnaire, d'organiser et d'élever le niveau de conscience des masses.

L'adhésion au programme de la révolution n'était pas incorrecte. Ce sont les délais envisagés qui l'étaient. Ils nous ont souvent conduits au volontarisme. Et pas seulement notre courant, mais la majorité de la nouvelle gauche qui a surgi après 1968.(...)

"La révolution sandiniste inspire aujourd'hui la nouvelle génération"

Mais cette erreur de croire à une perspective révolutionnaire à court terme coûta très cher. Non seulement en erreurs, mais en certaines désillusions, en scepticisme. La répression, les défaites et la vision à courte vue jalonnèrent le chemin, entraînant chez certains une perte de confiance dans cette perspective révolutionnaire. Ces dernières années, nous l'avons déjà dit, ont vu l'étouffement des luttes de masses, une situation difficile dans la-

3) LOM : organisation ayant quitté le Centre international de reconstruction de la Quatrième Internationale (CIRQI) lors de la conférence de Caracas en avril 1987 et qui a rejoint le PRT (Voir *Inprecor* numéro 246 du 6 juillet 1987). CIR : tendance qui a quitté le Parti mexicain du travail (PMT) lorsque celui-ci a rejoint le regroupement PMS et qui a rejoint le PRT.

quelle il semblait qu'il n'y avait guère d'autre voie pour l'expression du mécontentement que le terrain électoral. La confusion et le scepticisme se répandirent.

Dans ces conditions le PRT rencontra de grandes difficultés à défendre un programme révolutionnaire.

C'est pourquoi il est si important, aujourd'hui de reconnaître un début de changement dans les rapports de forces. Il faut se préparer et préparer les nouvelles générations pour la lutte.(...)

Si, donc, le 26 juillet a vu le triomphe de la révolution cubaine, celle qui inspire, aujourd'hui, la nouvelle génération, c'est la révolution sandiniste.

C'est des enseignements de cette révolution que se nourrit la nouvelle génération de combattants révolutionnaires. Le PRT a aussi appris de la révolution sandiniste, il en a enrichi ses conceptions et ses orientations. Notre conception de la convergence des révolutionnaires, notre attitude envers les chrétiens engagés dans les luttes du peuple travailleur et qui militent au sein de notre parti, notre recherche des racines nationales de notre combat sont quelques-uns des domaines dans lesquels notre pensée s'est vue indubitablement influencée par la révolution nicara-

guayenne, et centro-américaine en général.

"Le 20e anniversaire de la disparition au combat du Commandant Che Guevara"

Le 8 octobre prochain, comme nous l'avons déjà mentionné, ce sera précisément le 20e anniversaire de la disparition, au combat, du Commandant Che Guevara. Se revendiquer de sa conviction révolutionnaire, de son internationalisme, de l'exemple de sa lutte, de sa modestie et de son dévouement à la révolution est aujourd'hui nécessaire, précisément pour maintenir la continuité révolutionnaire de notre programme. D'une continuité révolutionnaire que d'autres ont honteusement abandonnée, ce qui ne doit pas être le cas du PRT.

Et si le 26 juillet c'est aussi se revendiquer de l'esprit de 1968, nous pouvons dire également que cela valait la peine de maintenir cette continuité. Cela valait la peine et nous pouvons nous en rendre compte dans notre convergence avec une nouvelle génération de jeunes qui revenant aux méthodes de luttes par la mobilisation, la grève, les piquets de grève, à la

solidarité, à l'égalitarisme et à l'anti-autoritarisme fondent pour un nouvel essor politique de meilleures conditions que celles de 1968.

Si la mobilisation de la jeunesse étudiante, dirigée par le Comité étudiant universitaire (CEU), se trouvera encore confrontée à de rudes épreuves dans les prochaines semaines et les prochains mois, de toutes façons l'expérience acquise y est déjà restée marquée. Et elle aura marqué cette génération, au-delà de la jeunesse étudiante.

Ce sont ces conditions qui nous permettent, à l'ouverture de ce 5e congrès, d'être très optimistes quant aux perspectives de la gauche révolutionnaire et de notre parti en particulier.

Ce sont ces conditions qui doivent nous conduire à continuer avec un courage renouvelé, à renforcer les valeurs de l'effort militant et l'engagement contre les valeurs de la politique bourgeoise. Ce sont ces conditions qui nous permettent d'assurer la continuité de la construction du parti à laquelle nous contribuons tous. ■

Mexico D.F ;
24juillet 1987

Que viva Zapata !

■ A 87 ans, Don Felipe Ramos, l'un des rares vétérans survivants des armées paysannes de la Révolution mexicaine, est resté politiquement actif au sein du PRT. Nous publions ici un extrait d'une interview de ce militant, publiée dans le numéro du 20 août de l'Internationale, journal de la section suédoise de la IVe Internationale.

(...) "J'ai gardé trois cicatrices de la Révolution. J'ai pris une balle dans la jambe, une dans l'estomac et une dans le front. La balle qui m'a frappé au front avait rebondi sur un arbre. C'est ce qui me reste de la révolution de Zapata, trois marques sur mon corps."

■ Pourquoi la révolution a-t-elle échoué ?

J'en blâme les dirigeants. Ils se sont fiés à des forces petites-bourgeoises. Emiliano Zapata et Pancho Villa sont entrés dans Mexico et ont pris le palais présidentiel.

Mais ensuite Zapata n'a pas essayé de se saisir lui-même du pouvoir gouvernemental, et Pancho Villa non plus. Ils voulaient retourner combattre dans les campagnes pour que la terre appartienne enfin aux paysans. Et, quand ils ont pensé que la révolution avait gagné, ils ont remis le pouvoir à la petite bourgeoisie.

Carranza avait, lui aussi, voyagé dans tout le pays et promis la terre aux paysans. La chute de Zapata a été astucieusement préparée. Carranza a dit à Zapata et à Villa qu'il s'était rangé du côté de la révolution et qu'il les aiderait à vaincre. Mais il leur mentait et s'est arrangé pour faire tuer Zapata dans

une embuscade le 20 avril 1919. Le gouvernement est tombé aux mains de la bourgeoisie, et c'est le même genre de gouvernement qui est au pouvoir aujourd'hui.

■ Est-ce que la mémoire de Zapata est toujours vivante chez les nouvelles générations de paysans ?

Oui. J'en suis convaincu. Tous les partis se disent révolutionnaires, tous les partis ne jurent que par Zapata, aujourd'hui.

Mais, à part le PRT, je ne vois aucune force politique au Mexique qui défende réellement ce pour quoi Zapata s'est battu.

Beaucoup de gens parlent abondamment de Zapata et de la révolution. Avez-vous vu un seul bureau de fonctionnaire sans un portrait de Villa, de Zapata ou d'un autre dirigeant révolutionnaire ? Mais dans les faits, ils se foutent de nous autres, les pauvres gens.

Je ne voudrais pas voir la défaite de la prochaine révolution, voir des millions de gens risquer leur vie et leur santé seulement pour que les bourgeois puissent rire de nous et des zapatistes.

J'ai confiance dans les nouvelles générations. J'ai écrit une chanson qui finit comme ça :

"Je suis vieux, et bientôt je reposerai
dans ma tombe,
Mais je crois dans la génération prochaine.
Cependant si je me trompe,
Je surgirai de mon tombeau,
et vous arracherai,
A tous, la vie."

UNE THEORIE scientifique adéquate interprète correctement les grandes tendances d'évolution de la réalité sociale, et les explosions révolutionnaires auxquelles toute évolution aboutit tôt ou tard. Elle permet donc à la fois de les comprendre et d'en prédire les étapes ultérieures, du moins dans leurs grandes lignes. En même temps, elle analyse soigneusement la réalité donnée, corrigeant des affirmations antérieures à la lumière des faits, tout en évitant des extrapolations prématurées et des généralisations abusives. Comprendre la réalité dans sa totalité mouvante, voilà la tâche de la théorie.

Le test suprême de la vitalité du marxisme révolutionnaire, c'est sa capacité d'effectuer ce travail théorique dans les principaux domaines de la réalité sociale changeante de notre siècle. C'est une condition inévitable pour que la pratique révolutionnaire ne soit pas entachée d'empirisme grossier et de pragmatisme à courte vue, ce qui la condamnerait à une succession d'échecs au moins partiels, sinon de défaites catastrophiques.

Après un quart de siècle de glaciation produit de Noske, d'Hitler et de Staline, la créativité du marxisme-révolutionnaire a commencé à rebondir à partir du début des années 60. Contrairement à son épanouissement précédent, ce nouvel essor n'est plus principalement axé sur l'Europe centrale et avant tout l'Allemagne et la Russie.

Il devient universel. Les apports anglo-saxons, français, italiens, latino-américains, asiatiques, ceux d'Europe orientale, se multiplient. Ceux des pays arabes et d'Afrique s'amorcent. L'arbre fait souche de tous côtés.

Ceux qui, pour la quatrième fois depuis un siècle, avait proclamé "l'agonie" voire, "la mort" du marxisme, en ont été une fois de plus pour leurs frais. Jamais on n'a connu tant de livres sérieux, abordant les sujets sociaux les plus divers, sous l'éclairage marxiste, qu'il n'en paraît actuellement. Et jamais les analyses marxistes de grande valeur scientifique et théorique, surtout par leur aspect innovateur, ne se sont succédé à un rythme aussi rapide.

C'est ce qui nous incite à entamer une rubrique de critiques de livres, que nous espérons régulière. Elle exprime une fierté, sans doute légitime puisque de nombreux ouvrages auxquels nous faisons référence, sont le produit de notre courant historique, même si leurs auteurs ne sont pas toujours membres de la IVe Internationale. Mais elle exprime aussi une nécessité militante. Des militants, des cadres, des dirigeants révolutionnaires, à l'aide des livres que nous mentionnons, sont disposés à mieux

LIVRES

Comprendre le monde pour le transformer

L'UNE DES PREUVES les plus importantes de la vitalité d'un courant politique historique, c'est sa créativité théorique à long terme. Pour compléter une formule célèbre de Marx, on ne peut consciemment - et valablement - transformer le monde, que si on l'interprète correctement, si on le comprend dans son devenir essentiel. Voilà la fonction objective et irremplaçable de la théorie, armer les hommes et les femmes qui luttent pour leur émancipation à comprendre les causes de l'exploitation et de l'oppression qu'ils subissent et les possibilités effectives de les faire disparaître.

Ernest MANDEL

comprendre la réalité dans laquelle ils agissent, sont mieux armés pour y intervenir, plus aptes à aider efficacement le combat des travailleurs, sont davantage capables de construire de véritables organisations révolutionnaires.

 **Winfried WOLF**
Eisenbahn und Autobahn
(Rasch & Röhling Verlag, 1987).

Ce livre présente une analyse d'ensemble des effets de la révolution provoquée d'abord aux Etats-Unis, puis dans de plus en plus de régions du monde, par l'essor de l'industrie automobile.

Cette révolution n'a pas seulement bouleversé la technologie, la structure de l'industrie, les modes de transport, la psychologie des automobilistes (et celle des piétons !), elle a aussi profondément modifié l'urbanisme, l'habitat, l'écologie.

Le nombre de ses victimes sont incalculables. Rien qu'au Japon, et uniquement pour la période 1966-1967, il y eu 50 000 morts dans des accidents de la route.

Dans le monde entier, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce chiffre s'élève à des millions, et n'est sans doute guère inférieur au nombre total des morts de la Première Guerre mondiale.

La démonstration de notre camarade Winfried Wolf, remarquable de rigueur,

s'appuyant sur une foule de données empiriques, explique ce bouleversement, sans doute le plus important du 20e siècle, avec l'apparition des armes de destruction massive, comme résultant en dernière analyse des besoins en transport qu'exige un régime fondé sur la propriété privée et motivé par la recherche du profit privé.

Si on en globalise tous les coûts sociaux - y compris ceux provoqués par l'empoisonnement de l'atmosphère et ses retombées dans le domaine de la santé - la substitution de l'auto au rail a été une "erreur" désastreuse du point de vue de l'intérêt de l'humanité dans son ensemble. Mais du point de vue du Capital, c'est la meilleure affaire du siècle.

Winfried Wolf, dont l'ouvrage est désormais une référence sur ce sujet, a tiré de son livre une synthèse des points principaux, que nous publierons dans le numéro économique d'*Inprecor* du mois de décembre.

 **Collectif**
Travail des femmes et pouvoir des hommes
La Brèche, Paris 1987

Six anthropologues, économistes et historiennes françaises et nord-américaines, se sont penchées sur le problème des origines de l'oppression des femmes dans la préhistoire.

Comment la division sexuelle du travail se développe-t-elle au sein de la société de communisme primitif du clan ? L'oppression des femmes a-t-elle des racines économiques avant l'émergence de la société de classes, de la propriété privée et de la famille ? Est-elle fonction de changements plus généraux, c'est-à-dire reflète-t-elle une véritable transition de la société sans classes vers la société de classes ? Ou bien les femmes constituent-elles la première classe exploitée à proprement parler, c'est-à-dire, la société caractérisée par l'oppression de la femme, est-elle la première forme de la société de classes, avant l'apparition de la société esclavagiste ?

Ces interrogations passionnantes, produit du mûrissement du mouvement féministe au cours des dernières décennies, saisissent à bras-le-corps, une problématique posée par Friedrich Engels dans la tradition classique du marxisme.

Les anthropologues n'apportent pas toutes des réponses identiques. Celles-ci ne sont point définitives. Le débat continue, mais l'ouvrage en question apporte une contribution essentielle, que de futures contributions sérieuses, ne pourront pas ignorer.

 **Jacob TAUT**
Judenfrage und Zionismus
ISP Verlag, Frankfurt ; 1986

Cet ouvrage poursuit l'analyse marxiste de la question juive au point où s'arrêtait le travail dorénavant classique de notre camarade Abram Leon *"Interprétation matérialiste de la question juive"*, à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, l'Holocauste, puis la fondation de l'Etat d'Israël. Taut est ressortissant de cet Etat, mais, internationaliste logique avec lui-même, il rejette cette fondation comme contraire aux intérêts des masses laborieuses, tant juives (en Palestine comme dans la Diaspora) qu'arabes.

Cette position qui a été celle de notre courant depuis 1948, se trouve confirmée par toute l'évolution ultérieure. L'Etat d'Israël représente une impasse historique tragique pour les rescapés de l'Holocauste, autant que pour les sabras, nés sur place. Sans une vie commune librement acceptée avec les masses arabes, il n'y a aucun avenir pour les travailleurs juifs d'Israël. Et cette vie commune ne pourra être acquise sans prendre pleinement en charge la défense des masses arabes de Palestine, qui sont aujourd'hui opprimées, dénuées de droits nationaux, surexploitées économiquement. Toute cette démonstration est faite de manière convaincante par Jacob Taut, sans tomber dans l'excès de nier la réalité nationale de la population juive d'Israël et ses droits à l'autonomie et à l'auto-administration. Ici aussi le débat se poursuit sur l'articulation précise des droits et des vœux des Palestiniens. Mais la plupart des formules de Jacob Taut sont acceptables pour tout marxiste internationaliste.

 **Nathan WEINSTOCK**
Le pain de misère : histoire du mouvement ouvrier juif en Europe, La Découverte, Paris ; 1986

Si le livre de Taut projette l'analyse d'Abram Leon vers le présent et l'avenir, celle de Weinstock la projette vers le passé. L'auteur brosse une fresque impressionnante de la montée du mouvement ouvrier juif, qui a joué un rôle de pionnier pour créer le mouvement ouvrier en Russie et en Pologne (Lénine a appris davantage du Bund juif que de n'importe quel autre groupement ouvrier).

Sa contribution à la création du mouvement ouvrier européen (notamment à Amsterdam) n'est pas non plus oubliée. Puis, succède à cette montée, un lent déclin qui s'achève par la tragédie de l'Holocauste, avec la destruction physique de plus de 90% du prolétariat juif d'Europe par les Nazis. Là encore, il s'agit d'un véritable classique, désormais incontournable pour de futurs historiens. ■

EN BREF...



PEROU

Septième congrès de la CCP

Le 7e congrès de la Confédération paysanne (CCP) du Pérou s'est tenu à Lima du 21 au 25 août. La CCP est la plus vieille organisation paysanne du pays puisqu'elle fut fondée voici quarante ans. C'est également, et de loin, la plus importante.

Les 24 départements du pays étaient représentés. Bien que la CCP ne soit pas officiellement reconnue par le gouvernement, assistaient au congrès les vice-ministres de l'Agriculture et de la Pêche, qui furent d'ailleurs accueillis dans la salle aux cris de *"assez de promesses, des solutions maintenant"* et *"liberté des prisonniers politiques"*.

Etaient également présents des délégations venant du Mexique, de Bolivie, d'Equateur et du Brésil ainsi qu'un représentant de l'ambassade de Chine populaire.

La résolution adoptée par le congrès réaffirme la nécessité de lutter pour une autre politique agricole qui bénéficierait aux petits paysans (principaux producteurs de cultures vivrières) et non pas aux gros trusts de l'agro-exportation comme c'est le cas actuellement. Cette nouvelle orientation implique une politique différente en matière de prix agricoles comme de crédits. Le congrès a demandé la démission de l'actuel ministre de l'Agriculture accusé d'être à la solde de ces trusts.

De même, le congrès entend continuer la bataille pour la distribution équitable des terres aux paysans et pour ce faire, poursuivre les occupations de terres.

Face à la militarisation qui s'accentue et touche de plus en plus de zones du pays (Ayacucho, Puno, Hancavelica etc.) la CCP appelle les paysans à la mobilisation contre la répression et la militarisation, pour le retrait de l'armée et de la police des départements, pour l'arrêt de la "sale guerre" contre-insurrectionnelle, pour la levée de l'état d'urgence et la libération de tous les prisonniers politiques.

Enfin, la crise sociale, politique et économique que connaît le Pérou s'aggravant, il est nécessaire de dresser une alternative politique populaire face à la conciliation avec l'impérialisme dont fait preuve l'APRA au pouvoir et face à la

droite réactionnaire telle qu'elle s'est dévoilée lors de la nationalisation des banques. Pour ce faire, la CCP appelle à lutter pour forger l'unité révolutionnaire et renforcer l'Assemblée nationale populaire, seule alternative à ce gouvernement et à la droite. ■

GRANDE-BRETAGNE

Nouvelles mobilisations des mineurs

Après la longue grève des mineurs de 1984-1985, la direction des charbonnages britanniques (British Coal) et le gouvernement Thatcher n'ont cessé de renforcer la restructuration et la mise au pas de ce secteur particulièrement combatif de la classe ouvrière britannique.

Par exemple, un Code de discipline a été élaboré pour permettre à la direction de réprimer davantage les travailleurs, de miner la force du Syndicat national des mineurs (NUM) et de se débarrasser de ses militants. L'application de ce Code permettrait en particulier de renvoyer n'importe quel mineur, y compris les délégués syndicaux, pour fait de grève.

Ce Code de "discipline" appliqué au début de l'été à Frickley, dans le Sud Yorkshire avait entraîné la suspension de 6 mineurs. Aussitôt les 900 mineurs de Frickley se sont mobilisés pour demander leur réintégration. Des piquets furent envoyés vers les autres mines et le troisième jour de grève les 15 000 mineurs du Sud Yorkshire avaient rejoint le combat.

Le 17 juillet ce sont plus de 30 000 membres du NUM du Yorkshire et du Kent qui sont entrés en lutte contre ce Code scélérat imposé par la direction.

Le congrès du NUM qui s'est tenu fin juillet a repris à son compte ce rejet du Code de discipline et proposé d'organiser une consultation nationale de ses membres sur les mobilisations à entreprendre pour parvenir à son abolition. Arthur Scargill, président du NUM, a appelé les mineurs *"las des persécutions et de l'intimidation à tous les niveaux"*, non seulement à soutenir cette proposition de consultation mais à la traduire en actions positives dans toutes les mines.

A la fin du mois d'août, les membres du

syndicat des mineurs ont donc rejeté massivement, par 3 contre 1, la proposition du nouveau Code de la direction des charbonnages et se sont prononcés pour une action de mobilisation à l'échelon national. Une grève des heures supplémentaires largement suivie a donc débuté le 21 septembre et les mineurs du Yorkshire se préparent à une lutte de plus large envergure.

Cette réaction de masse contre le Code a été une surprise et un choc pour le patronat et le gouvernement Thatcher persuadés d'avoir écrasé le NUM à la suite de la défaite de la grève des mineurs menée pendant une année contre la fermeture de puits en 1984-1985.

En mai 1987 le patron des charbonnages se plaignait que les mineurs aient fait trente fois plus souvent grève que la moyenne des ouvriers britanniques. 28% de toutes les grèves avaient eu lieu dans les mines de charbon, dont les deux tiers dans le Yorkshire, et ce malgré les réelles difficultés rencontrées par les mineurs après leur longue grève : 70 000 emplois supprimés, 42 mines fermées et 19 autres fusionnées.

Le congrès du NUM a également dénoncé le projet, qui date de 1974, de restructuration basée sur la rémunération au rendement et sur une productivité poussée à l'extrême dans les mines de charbon, visant de plus en plus à diviser les mineurs, à affaiblir le syndicat et à en finir avec la négociation collective. Tout nouvel investissement dans ce secteur devrait, selon les patrons, se solder par un allongement de la semaine de travail (6 jours) et par l'utilisation en continu du matériel (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7).

Les délégués au congrès du NUM se sont prononcés par 49 voix contre 22 pour rejeter tout allongement de la semaine de travail, et pour l'organisation d'une consultation de tous les membres sur cette question (le programme du NUM se prononce pour la réduction du temps de travail).

Le congrès a également adopté une résolution d'urgence à l'unanimité, mandant la direction pour organiser éventuellement des grèves d'une journée pour la réintégration des 356 mineurs encore sanctionnés sur les 1 000 licenciés après la grève de 1984-1985.

Des résolutions ont été adoptées en solidarité avec la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et avec la révolution nicaraguayenne.

En 1986 le NUM avait été le premier syndicat, ces dernières années, à soutenir la demande de retrait de l'impérialisme britannique de sa colonie d'Irlande du Nord. Le rapport annuel au congrès notait que le syndicat avait participé et participerait à diverses conférences sur la lutte contre les discriminations à l'embauche exercées à l'encontre des Catholiques en Irlande du Nord.

VATICAN

L'Inquisition à l'heure informatique

On savait déjà que les partisans de la théologie de la Libération n'étaient pas "en odeur de sainteté" dans la Cité du Vatican et notamment au sein de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, nom élégant que s'est donné l'ex-Saint Office, ex-Inquisition.

Les contrôleurs idéologiques de la Cité papale auront désormais pour accomplir leur tâche, l'aide d'une gigantesque banque de données. L'information ci-dessous est extraite du quotidien espagnol El Pais du 21 juillet 1987.

Les théologiens de la Libération d'Amérique latine seront sur un ordinateur qui enregistrera leurs écrits comme leurs mouvements. La nouvelle de cette initiative a été donnée ce 21 juillet par Monseigneur Dario Castrillon Hoyos, actuel président du Conseil épiscopal d'Amérique latine (CELAM).

Cet ordinateur qui rassemblera toutes les informations sur l'Eglise latino-américaine et sera opérationnel dans deux ans, sera financé par les évêques allemands qui donneront 3 millions de dollars au CELAM pour ce faire.

En ce qui concerne le chapitre "théologie de la Libération", le Président du CELAM, qui s'adressait à Bogota aux représentants des commissions pour la communication des différentes conférences épiscopales latino-américaines, a confirmé qu'il serait "très complet".

Il s'agira d'un véritable fichier de tous les théologiens inclus dans le mouvement de cette théologie de la Libération que craint tant Rome. Le dit fichier comprendra toutes les données personnelles sur ces

théologiens, toutes leurs œuvres publiées, les conférences qu'ils effectuent dans les différentes parties du monde et jusqu'au nombre d'assistants qu'il y avait à chacune de ces conférences, sans parler d'un tas d'autres détails.

Les terminaux de l'ordinateur seront installés dans un premier temps à Buenos Aires, à Rio de Janeiro, Mexico et Santo Domingo (République dominicaine). Il est prévu qu'ultérieurement, des terminaux seront installés dans chacun des diocèses latino-américains grâce à une aide de trois millions de dollars donnés par les évêques allemands, également peu amis de la théologie de la Libération.

Une fois l'ordinateur installé, n'importe quel évêque pourra demander via satellite tout type d'information sur n'importe quel théologien et, bien évidemment, ce fichier sera également bien utile au Cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi où l'on étudie d'ailleurs maintenant la possibilité d'informatiser les archives de l'ancienne Inquisition.

Il ne serait plus alors impossible que toujours via satellite, le Grand Inquisiteur du Pape puisse recevoir à travers son ordinateur toute la fiche ecclésiastico-policrière de chaque théologien de la Libération.

Et quand, par exemple, lors d'un interrogatoire de Leonardo Boff (ou d'un de ses compagnons d'aventure), le bon franciscain ne se souviendra pas de la date exacte de son dernier sermon aux indiens d'Amazonie sur Christ et les Pharisiens, Ratzinger, appuyant sur un bouton de son ordinateur, pourra lui rafraîchir la mémoire, en lui donnant le jour, le mois, l'heure et jusqu'à la température qu'il faisait ce jour-là.

Et sans doute aussi le nombre de petits indiens qui assistaient à sa conférence révolutionnaire...



Dessin de Plantu tiré de l'album "ça manque de femmes"

LES NOTRES

Sun Liangsi (1912-1987)

Sun Liangsi, l'un des rares vétérans survivant du mouvement trotskyste chinois, est décédé dans un accident de voiture à Hong-Kong le 11 mai 1987.

Sun intégra l'organisation trotskyste chinoise (la section chinoise de l'Opposition de gauche internationale bolchévique-léniniste) en 1932. Il travailla d'abord comme organisateur de la branche de Shandong. Quand éclate la guerre sino-japonaise en 1937, Sun rejoint l'armée pour plusieurs mois puis retourne dans l'industrie où il effectue un travail de propagande révolutionnaire parmi les ouvriers. En 1942, il est arrêté alors qu'il travaillait dans les arsenaux gouvernementaux, quand le journal clandestin qu'il éditait alors est découvert par la police secrète du Guomindang. Il réussit à s'échapper et part pour la province de Yun-nan.

Sun retourne à Shanghai après la reddition japonaise en 1945. Le mouvement trotskyste en Chine est alors éclaté en deux groupes, le Parti communiste révolutionnaire de Chine et le Parti ouvrier internationaliste de Chine auquel appartient Sun.

En 1946, il devient marin et prendra sa retraite au milieu des années 60. C'est pour des raisons d'âge qu'il ne rejoindra formellement aucun des groupes trotskystes qui naissent à Hong-Kong.

Après sa retraite, il publiera et contribuera financièrement à la publication d'un certain nombre de livres trotskystes en chinois, traduisant par exemple dans cette langue, l'œuvre de Pierre Frank sur la Quatrième Internationale.

Sun aimait ses camarades qui lui rendaient profondément cette affection, il était toujours prêt à aider quelqu'un. Sa mort est une perte douloureuse pour nous tous. ■

LES NOTRES

Christos Anastasiadis (1910-1987)

Après soixante années de continuel labeur dans le mouvement révolutionnaire, Christos Anastasiadis vient de mourir d'une attaque cardiaque le 12 septembre à Athènes. "Pour nous - lit-on dans *Spartacos*, le journal de la section grecque - il représentait la continuité historique, l'expérience et la connaissance ; il était un camarade irremplaçable et un éducateur".

L'activité d'Anastasiadis s'est poursuivie tout au long de deux dictatures, de l'occupation allemande et de la guerre ci-

vile. C'est en 1929 qu'il rejoint l'Opposition de gauche grecque. A l'intérieur du mouvement Archeio-marxistes, l'un des groupes dont est issu le mouvement trotskyste, il était le plus proche collaborateur de Michel Raptis qui, ultérieurement, devait devenir sous le pseudonyme de Michel Pablo, l'un des dirigeants de la Quatrième Internationale.

Dans le milieu des années 30, il participe avec Pantelis Pouliopoulos, un combattant et un penseur marxiste important provenant du Parti communiste, au processus qui allait amener la formation de la section grecque de la IVe Internationale dont il allait rester membre jusqu'à sa mort.

De 1936 à 1942, Anastasiadis est emprisonné et condamné à la relégation, tout comme Pouliopoulos. Son emprisonnement commence sous la dictature de Metaxas et se poursuit sous l'occupation allemande. En 1942, il parvient à s'échapper. Juste avant le début de la seconde phase de la Guerre civile grecque, en 1945, il représente le mouvement trotskyste dans un débat exceptionnellement ouvert avec les staliniens grecs. Il est la cheville ouvrière de la fusion de tous les groupes trotskystes en 1946.

Après la guerre, alors que toutes les organisations marxistes sont bannies de Grèce, il est le pilier du journal de la section grecque dans la clandestinité *Ergatike Pale*, et ce jusqu'en 1959 date à laquelle les trotskystes peuvent sortir une publication semi-légale *Marxistiko Deltio*, qui se poursuivra jusqu'en 1967, quand se produit le coup d'Etat des colonels. Il poursuit alors son travail dans le journal clandestin de la section. Puis, à la chute des colonels en 1974, il renouvelle ses contributions à *Ergatike Pale*, devenu légal et au journal théorique de la section, *Marxistiko Deltio*. Dans la dernière période de sa vie, Anastasiadis s'était tout particulièrement consacré à la maison d'édition "Bibliothèque d'avant-garde". Parmi les livres qu'il préparait, figuraient trois essais de Trotsky sur la montée du fascisme en Allemagne et "Où va la France", la "Lettre ouverte au POUP" de Kuron et Modzelevski, ainsi que l'ouvrage de Pierre Frank sur la Quatrième Internationale.

De même, il se consacrait à la republication de nombre des écrits de Pantelis Pouliopoulos, et collaborait à la publication d'ouvrages de Trotsky, notamment "L'histoire de la révolution russe", "Les crimes de Staline" et "Littérature et révolution".

Anastasiadis était le principal lien de la section grecque avec la presse du reste de l'Internationale, par sa connaissance de nombreuses langues étrangères. Porteur de la continuité historique et théorique, il contribua à l'éducation de centaines de cadres. Il demeura actif jusqu'à sa mort, jusque dans la rue. ■

Etats-Unis

Un manifestant grièvement blessé

Un vétéran du Vietnam qui participait à une manifestation contre l'intervention américaine en Amérique centrale a été très grièvement blessé le 1er septembre dernier à San-Francisco. Depuis plusieurs mois, les organisations de vétérans contre la guerre font un piquet quotidien devant le plus grand dépôt d'armes de la Côte Ouest, d'où partent en train les armes et les munitions destinées à la Contra nicaraguayenne et à l'armée salvadorienne pour sa guerre contre-insurrectionnelle.

Le 1er septembre dernier, après avoir prévenu le commandant de la base qu'ils comptaient bien empêcher les trains de partir, les vétérans ont entamé leur action en se couchant sur les rails. Et le train ne s'est pas arrêté, traînant sur des dizaines de mètres Brian Wilson, âgé de 46 ans, qui a dû être amputé des deux jambes et souffre de multiples blessures à la tête.

Wilson, qui a servi dans les renseignements pendant la guerre du Vietnam à la fin des années 60, est nationalement connu comme un opposant à la guerre depuis que l'an dernier, il a organisé avec trois autres vétérans de la guerre du Vietnam, un sit-in long d'un mois aux portes de la Maison-Blanche. C'est à la suite de cette action que fut formé le Groupe des vétérans pour la paix.

En mai dernier, Wilson aida à envoyer une délégation de vétérans au Nicaragua. Quatre groupes de volontaires se succédèrent pendant cinq mois dans ce pays où ils reconstruisaient un dispensaire détruit par la Contra à San José de Bocay, le village où fut assassiné le jeune Benjamin Linder en avril 1987.

Quant aux événements du 1er septembre, tous les témoignages concordent. Alors le commandant de la base devait déclarer que les manifestants avaient sauté sur la voie juste au moment où le train arrivait, les personnes présentes, tout comme un film vidéo pris par un des participants, montrent que le train a bel et bien accéléré sur les manifestants qui se trouvaient sur les rails. Une première manifestation de protestation a rassemblé 7000 personnes à San-Francisco le 5 septembre. ■

Rectificatif : Une malencontreuse erreur s'est glissée dans l'article sur le Portugal de notre numéro 249. On lisait "Le Parti socialiste des travailleurs (PSR)" en parlant de nos camarades portugais, alors qu'il s'agit bien évidemment, comme le laissaient à penser les initiales de cette organisation, du Parti socialiste révolutionnaire.